



100 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1748 MARDI 28 MAI 2013

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

COOPÉRATION

Le Brésil efface 176 milliards FCFA de dette au profit du Congo

La République du Congo vient de bénéficier, au même titre que onze autres pays d'Afrique, d'une annulation de sa dette par le Brésil.

D'un montant global de 456 milliards FCFA pour l'ensemble des pays, la mesure vise à dynamiser les échanges commerciaux entre le Brésil et l'Afrique.

Pour le Congo, principal bénéficiaire, cette annulation cadre avec le nouvel accord conclu à Brasilia en 2005 entre les deux pays, en vue d'améliorer les relations financières, par le traitement adéquat de chaque dette contractée par la partie congolaise vis-à-vis de la partie brésilienne.

Page 3

VIOLENCES SEXUELLES ET MALTRAITANCES

Rapport édifiant de l'association Azur développement

En vue d'élaborer une cartographie sur la question, l'association Azur Développement a présenté, le 24 mai un rapport sur « les violences sexuelles et domestiques à l'égard des femmes et des enfants », recensés dans les villes de Pointe-Noire et de Nkayi.

Parmi les cas nécessitant un traitement psychologique, médical et juridique, selon les parties prenantes à l'étude, celui d'une fille de 14 ans enceinte de son propre père a retenu beaucoup d'attention.

Pour un accompagnement efficace des victimes, les participants à cette séance ont fait plusieurs propositions dont, notamment, la création d'une plate-forme impliquant tous les acteurs intéressés à la lutte contre ces pratiques.

Page 5

ÉDITORIAL

Écoute

Page 2

Crise centrafricaine

Le Congo annonce l'envoi de 200 soldats supplémentaires à Bangui

Le Congo va renforcer sa présence militaire au sein de la Micopax (Mission de consolidation de la paix en Centrafrique). De retour d'Addis-Abeba où il a pris part aux festivités du cinquantenaire de l'Union africaine, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a annoncé, au cours d'une conférence de presse à l'aéroport Maya-Maya, l'envoi de deux-cent soldats supplémentaires en République centrafricaine. Ce contingent portera l'effectif total des troupes congolaises à trois-cent-cinquante militaires.

Denis Sassou N'Guesso a également abordé le bilan des 50 ans de l'Union africaine et apprécié positivement la proposition du président français, François Hollande, d'accueillir, au mois de décembre prochain à Paris, une conférence sur la paix et la sécurité en Afrique. « *S'il y a un débat sur le renforcement des capacités africaines pour que ce soit l'Afrique elle-même qui assume ses responsabilités, nous ne voyons pas en quoi cela est une mauvaise chose* », a-t-il déclaré en substance.

Page 9



Denis Sassou N'Guesso répondant aux questions des journalistes à Maya-Maya

Vie des partis

Le PCT crée la Force montante congolaise

Recommandée par le congrès du parti en 2011, l'organisation de jeunesse du Parti congolais du travail, la Force montante congolaise (FMC) a vu le jour le 26 mai à Brazzaville, au terme de son congrès constitutif.

La FMC, née sur les cendres de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise et du Comité d'action pour la défense de la démocratie, a été investie de la mission



Juste Bernardin Gavet, élu premier secrétaire de la FMC

« *d'informer et de sensibiliser la jeunesse congolaise sur le combat de la modernisation du pays* ». Un Comité central de deux-cent-soixante-un membres et un secrétariat permanent de onze membres ont été élus au terme des travaux. Juste Bernardin Gavet, un jeune juriste de 27 ans, élu premier secrétaire, dirigera l'organisation pendant 5 ans.

Page 3

ÉDITORIAL

Écoute

Dans la foulée de l'intervention française au Mali, François Hollande, le seul chef d'État occidental qui soit venu à Addis-Abeba célébrer le cinquantenaire de l'Union africaine, a dit publiquement sa volonté et celle de son pays d'aider les peuples du continent à garantir leur sécurité en luttant contre le terrorisme. Il a, ce faisant, accompli un geste fort qui confirme la prise de conscience par les autorités françaises de l'importance que prend le continent sur la scène internationale.

Toute la question est de savoir si ces mêmes autorités ont pris ou non la mesure des erreurs commises par la France ces dernières années lorsqu'elles s'engagèrent militairement dans des conflits qui ne la concernaient nullement. Nous voulons parler, bien sûr, de la désastreuse guerre d'Afghanistan, mais aussi et surtout de l'intervention occidentale en Libye qui a ouvert la boîte de Pandore des extrémismes religieux, faisant de la région saharo-sahélienne tout entière une zone de non droit où règne la violence la plus extrême.

Ne tenant aucun compte des avertissements qui lui étaient prodigués par les chefs d'État africains, tenant pour négligeable la médiation engagée par eux entre Mouammar Kadhafi et les mouvements libyens contestataires, croyant naïvement que les puissants moyens matériels dont elle dispose lui assureraient la victoire, la France s'est lancée dans une aventure suicidaire qu'elle paie aujourd'hui au prix fort. On l'a vu avec la poussée islamiste radicale au Mali qui l'a obligée à intervenir militairement et, plus récemment encore, avec l'attaque contre les installations de la firme française Areva au Niger qui ne sont probablement que la première d'une série.

Le temps est venu pour la France mais également pour ses partenaires occidentaux, européens comme américains, d'admettre que les pays africains ne sont pas des partenaires de second ordre dont on peut tenir les avis pour négligeables. De comprendre, par conséquent, que si les puissances occidentales veulent maintenir des relations fructueuses avec le continent, elles doivent cesser de leur donner des leçons de bonne gouvernance, leur laisser prendre au sein des institutions internationales une place conforme à leur poids humain, abandonner l'attitude condescendante héritée de l'ère coloniale qui leur a fait commettre tant d'erreurs dans les dernières décennies.

Comment organiser concrètement le dialogue d'égal à égal qui naîtra des événements présents ? Telle est la question que l'Élysée doit maintenant se poser si la France veut préserver ses relations avec l'Afrique.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

La fédération France-Europe du Club 2002 PUR organise sa restructuration à Paris

« La fidélité, la solidarité et le travail sont les clés de la réussite de notre parti », a martelé le président par intérim de la fédération France-Europe du Club 2002 PUR, Bernard Bueno, lors de la réunion organisée le 18 mai 2013

à l'hôtel La Fayette, à Paris. Après la mobilisation lors de l'arrivée du président Denis Sassou N'Guesso en France, la fédération s'est rassemblée afin de restructurer son bureau, certains membres étant partis.



Des responsables du parti.

Le Club 2002 PUR a été créé le 30 janvier 2002 par César Wilfried N'Guesso. C'est un parti de gauche, ancré à la majorité présidentielle selon la loi n°21-2006 du 21 août 2006 qui a fixé les modalités du jeu électif, en réservant la compétition électorale aux seuls partis politiques, groupements politiques et individualités, excluant les associations. C'est par ce biais que le club affirmera son ambition d'être une véritable force motrice autour du président, en se muant en parti politique. Gardant la racine club qui fait de lui une force politique, il s'est transformé en Club 2002 PUR en janvier 2007.

Vanessa Nguema

MAKÉLÉKÉLÉ

Le député François Loussakou répond aux attentes de ses mandants

Samedi 25 mai à l'occasion d'une descente parlementaire, l'élu de la première circonscription électorale de Makélékélé à Brazzaville, a remis du matériel de garnissage et des machines à coudre à de jeunes ouvriers

Réceptionnant le matériel, les jeunes ouvriers n'ont pas manqué de remercier le député et de lui promettre qu'ils en feraient bon usage. Ils ont à cet effet, appelé leurs frères à être des modèles dans la société pour qu'à l'avenir ils puissent, eux aussi, bénéficier des dons du député.

Après l'inauguration de son cabinet parlementaire, qu'il a qualifié de lieu de rencontres et de discussions, François Loussakou a, en bon parlementaire, rendu compte à sa base des activités de l'Assemblée nationale. « Cette rencontre que je peux qualifier de double facette, nous permet aussi de tendre l'oreille aux vœux et préoccupations des populations qui voudraient voir leurs conditions de vie s'améliorer afin de participer au développement de notre circonscription », a-t-il déclaré.

Rendant compte des travaux de la dernière session parlementaire, François Loussakou a donc informé ses mandants des réalisations que le gouvernement a retenues pour la circonscription de Makélékélé notamment, la construction de la route de la Corniche qui partira du centre-ville en passant par Bacongo pour se terminer à Makélékélé vers le pont du Djoué. « Cette grande route, a fait savoir l'élu, permettra le désengorgement de l'unique voie de l'OUA bien souvent asphyxiée. »

Autres travaux annoncés, l'aménagement des collecteurs principaux de drainage pluvial, du marché Bourreau, des avenues Bouéta-Mbongo, Fouékélé, Nganga Antoine, Fulbert Youlou, Charles de

Gaule, la construction des gares routières notamment celle du centre sportif, ainsi que la construction des aires de sport.

Après avoir suivi son discours, les populations ont interpellé le député sur plusieurs problèmes de fond qui les préoccupent, notamment, l'insalubrité, le manque d'eau et d'électricité, le recensement des retraités, et les problèmes rencontrés par les étrangers.

Répondant à leurs doléances, l'élu de Makélékélé 1, tout en reconnaissant le bien-fondé de ces réalités, a déclaré que la solution à tous ces soucis relevait non seulement du pouvoir des autorités mais surtout du dialogue que « nous devons avoir ensemble ». Il a vivement rappelé aux populations que la porte de son cabinet était ouverte à tous pour discuter de tous les sujets afin d'y apporter des solutions.

Jean-Jacques Koumbemba.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Adhads

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain

Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers

(Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

PCT

« Force montante congolaise » portée sur les fonds baptismaux

Le mouvement de jeunesse du Parti congolais du travail (PCT), dénommé Force montante congolaise (FMC) est né sur les cendres de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise et du Comité d'action pour la défense de la démocratie-Mouvement de jeunesse (CADD-MJ).

Le congrès constitutif ayant conduit à la naissance de la FMC a pris fin le dimanche 26 mai à Brazzaville. Ce mouvement de gauche est dirigé par un Secrétariat permanent de 11 membres, présidé par Juste Bernardin Gavet (âgé de 27 ans), une Commission nationale de contrôle et d'évaluation composée de 7 membres et dirigée par Marien Mopondo Lenzonda, ainsi qu'un Comité central de 261 membres. Ces jeunes exerceront un mandat de cinq ans en qualité de porte-paroles de la jeunesse. Avec pour devise « *Le présent est à la lutte, l'avenir est à la jeunesse* », cette formation juvénile tire ses valeurs de la social-démocratie. L'emblème de la FMC, représenté par une poignée de main jaune enlacée et pointée vers le haut, surmonté d'une plume verte dans un encier jaune sur un étendard à fond rouge, a été dévoilé aux congressistes, tout comme l'hymne de cette orga-



Les congressistes

nisation de jeunesse, intitulé Force montante.

La nouvelle organisation fonde prône la bonne gouvernance, la démocratie pluraliste, la défense de la couche juvénile et le dialogue permanent. Composée essentiellement de jeunes âgés de 15 à 35 ans, ce mouve-

ment de jeunesse est ouvert à toutes les couches sociales sans discrimination de religion, d'ethnie, de race et de sexe. « *L'organisation juvénile du PCT demeurera toujours au service du parti. Elle ne se détournera jamais de ses missions, notamment celle*

d'œuvrer dans l'intérêt général afin que de cette organisation, naisse l'instrument de défense des intérêts des jeunes, de consolidation des idéaux du PCT », a déclaré le premier secrétaire chargé de l'orientation, Juste Bernardin Gavet. Au cours des travaux,

les congressistes ont été honorés de la présence du Secrétaire général, Pierre Ngolo. « *La jeunesse doit participer au débat et formuler les propositions auprès du président du Comité central, car cette nouvelle organisation a pour mission d'informer et de sensibiliser la jeunesse congolaise sur le combat de la modernisation du Congo* », a fait savoir Pierre Ngolo. Au terme de ces assises, des recommandations ont été faites notamment sur : l'accès à l'emploi des jeunes ; l'ouverture des filières de formation répondant au besoin du marché de l'emploi ; la prise en charge des personnes vulnérables ; la construction et la réhabilitation des bibliothèques, des espaces culturels et d'expression des jeunes, des internats ; la relance des centres de vacances ; la délocalisation des structures universitaires sur toute l'étendue du territoire national ; enfin, l'accès des jeunes aux instances de prise de décision.

Notons que les douze départements ainsi que la diaspora congolaise de France étaient représentés à ce congrès.

Josiane Mambou Loukoula

COOPÉRATION

Le Brésil annule une partie de la dette congolaise

La République du Congo vient de bénéficier d'une annulation de 176 milliards FCFA de sa dette auprès du Brésil. L'information est tombée le 25 mai, en marge des célébrations du cinquantenaire de l'Union africaine.

L'annulation de 456 milliards FCFA (soit 900 millions de dollars) de dette concerne en fait douze pays africains dont le Congo et la Tanzanie (118,5 milliards FCFA) qui restent les principaux bénéficiaires. Cette mesure vise, selon les autorités brésiliennes, à dynamiser les échanges commerciaux entre le Brésil et l'Afrique au regard de l'importance, mais aussi du coût que génèrent (25 milliards de dollars en 2012) les échanges entre le continent africain et ce géant d'Amérique latine.

Pour la République du Congo, la

mesure intègre le nouvel accord conclu entre les deux pays à Brasilia, en 2005. L'accord qui renferme plusieurs avantages pour les deux parties porte, entre autres, sur l'amélioration des relations financières par le traitement adéquat de chaque dette contractée par la partie congolaise vis-à-vis de la partie brésilienne.

Congo-Brésil : 32 ans de coopération

La République fédérale du Brésil et le Congo sont liés par des relations de coopération qui remontent à 1981, lors de l'institution d'une commission mixte de coopération portant sur des accords sectoriels. Grâce à cette coopération impulsée par la visite, en 1982, du président Denis Sassou N'Guesso au Brésil, les relations entre ces deux

pays situés au cœur de deux grands massifs forestiers du monde, notamment le Bassin du Congo et le Bassin de l'Amazonie, se sont fortement diversifiées dans plusieurs domaines entre 2005 et 2007.

Par ailleurs, à la faveur de la deuxième commission mixte Congo-Brésil tenue en mars 2007 à Brasilia, la coopération entre les deux pays s'est forti-

fiée avec, à la clé, l'ouverture des ambassades dans les deux capitales (Brasilia et Brazzaville) et le nouvel engagement portant sur un arrangement spécial de coopération économique, en complément de l'accord de février 1981. Parmi les domaines de cet arrangement, figure en bonne place celui des infrastructures, ayant permis la construction, dans les années

1980, de la route Epena-Impfondo-Dongou par la société brésilienne Andrade Gutierrez. Aujourd'hui, plus qu'hier, la volonté de consolider cette coopération reste intacte entre le Congo et le Brésil. « *Nos deux États ont résolument mis le cap vers un véritable partenariat stratégique afin d'atteindre les objectifs de la nouvelle convergence Sud-Sud* », déclarait en octobre 2007 le président Denis Sassou N'Guesso lors de la visite à Brazzaville de l'ancien président brésilien, Lula Da Silva.

Outre les deux principaux bénéficiaires de l'annulation de la dette brésilienne, citons les autres pays bénéficiaires tels la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la RD Congo et Sao Tomé et Principe.

Guy-Gervais Kitina

« *Nos deux États ont résolument mis le cap vers un véritable partenariat stratégique afin d'atteindre les objectifs de la nouvelle convergence Sud-Sud* »

ADDUCTION D'EAU

Imvouba, Nkouo et Ingah sur la liste des bénéficiaires

La construction de ces réseaux d'adduction d'eau potable tant attendus par les populations de ces villages, s'inscrit dans le cadre du projet « Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, ainsi que des pratiques d'hygiène pour les populations du plateau Batéké »

Le projet a été lancé officiellement le 16 mai au cours d'une séance de sensibilisation entreprise par le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Henri Ossébi, dans les trois villages. Il est cofinancé par l'Union européenne (UE), l'Agence française de développement (AFD) et la Croix-Rouge française, pour un montant de 2 185 millions FCFA. Les travaux consisteront à construire des forages d'eau potable à Nkouo (district d'Ignié), à Ingah et Imvouba (district de Ngabé). À Nkouo, l'ouvrage sera doté d'un château d'eau d'une capacité de

stockage de 50 m³, donc capable de contenir l'installation de 36 branchements, et assorti de 9 kiosques à eau (une fontaine publique dotée de 9 robinets). La longueur totale du réseau est estimée à environ 2 500 m, pour un volume journalier disponible de 87 m³, capable de desservir 4 333 habitants, population estimée de ce village à l'horizon 2027.

À Ingah, les caractéristiques et performances provisionnelles de l'ouvrage prévoient un forage dont le réservoir de stockage est de 50 m³ avec un château d'eau permettant d'installer 32 robinets, soit 8 kiosques à eau. La longueur du réseau sera d'environ 2 500 m, pour un volume journalier disponible de 101 m³, capable d'alimenter 5 027 habitants, population d'Ingah d'ici à 2027. Quant au forage d'Imvouba, le plus grand village parmi les trois, il sera d'une capacité totale de 100 m³ et pourra favoriser l'installation de 60 robinets dans 15 kiosques à eau prévus.

La longueur estimée du réseau étant de 3 000 m, le volume journalier maximum disponible sera de 240 m³, censé alimenter jusqu'à 11 000 habitants.

Le projet est financé à 75 % par l'UE, 15 % par la Croix-Rouge française et 10 % par l'AFD, et s'exécutera en quatorze mois. Le suivi et l'évaluation des travaux seront effectués par un comité de pilotage composé de plusieurs structures dont la Croix-Rouge congolaise. Saisissant l'occasion, le ministre Henri Ossébi, qui était accompagné du chef de la délégation de l'UE au Congo, Marcel Van Opstal, a sensibilisé les populations à la portée sociale de ce projet. Très émues, les populations ont exprimé leur adhésion au projet. La cérémonie de sensibilisation s'est tenue en présence du préfet du Pool, Jean-Michel Sanga, des sous-préfets d'Ignié et de Ngabé, ainsi que les chefs coutumiers de ces villages.

Firmin Oyé

MAKÉLÉKÉLÉ

Le quartier Ngangouoni à sec

Les habitants de ce quartier du premier arrondissement de Brazzaville, Makelekelé, l'ont fait savoir à leur député, Pierre Bassouama.

Depuis près d'une semaine, l'eau ne coule pas des robinets dans plusieurs quartiers de Brazzaville. Profitant de la descente parlementaire de leur élu, les habitants du quartier Ngangouoni l'ont interpellé sur les causes exactes de cette pénurie d'eau qui pénalise considérablement de nombreux ménages. Pierre Bassouama a tenté d'apaiser l'inquiétude de ses mandants. « Depuis des mois, l'État a entrepris des travaux d'extension des usines d'eau alimentant la ville capitale. En même temps, l'État procède à la révision de la tuyauterie vieillissante. Les perturbations sont dues, assurément, à ces travaux », a-t-il assuré.

L'électricité : une autre préoccupation des populations

Poursuivant les échanges avec ses mandants, Pierre Bassouama a abordé les questions de la desserte en électricité, notamment la surfacturation occasionnée par les nouveaux compteurs électriques. Le député qui du reste est un cadre de la Société nationale d'électricité (SNE), a expliqué à son auditoire que « Lorsqu'un client constate une facturation abusive, il est né-

cessaire de se rapprocher de la SNE pour d'éventuels contrôles techniques du compteur ou d'autres justifications de la société. En outre, a-t-il indiqué, les abonnés réguliers de la SNE se plaignent parfois à favoriser des raccommodages des abonnés pirates à leur compteur. »

Cette façon d'agir occasionne des surfacturations. Il a appelé ses mandants à ne pas tomber dans ce genre de piège en expliquant à ses mandants que « Bien que le courant électrique produit par le barrage hydroélectrique d'Imboulou soit déjà arrivé au poste de Tsé-lampo, il ne peut être distribué dans les ménages brazzavillois parce que le réseau électrique de la ville capitale est vétuste. L'État a engagé les travaux de construction et de réhabilitation des postes électriques communément appelés transformateurs du courant électrique. » La situation de l'eau et de l'électricité, a-t-il assuré, sera bientôt résolue à Brazzaville.

Le député a mis à profit ces échanges avec la population pour faire le point de la dernière session de l'Assemblée nationale. Sur vingt-sept affaires inscrites à l'ordre du jour, les élus du peuple en ont examiné et adopté dix-sept. Les autres affaires sont renvoyées à leur prochaine rencontre.

Roger Ngombé

INFRASTRUCTURES

Des constructions modernes pour les mairies de Nkayi

L'ouverture d'offres relatives aux projets a eu lieu le 24 mai au siège du ministère à la présidence, chargé de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands Travaux.

Voici deux arrondissements, 1 (Mouana-Nto) et 2 (Soulouka), de la ville sucrière de Nkayi qui vont se moderniser avant la municipalisation accélérée du département de la Bouenza. C'est le constat qui s'est dégagé à cette cérémonie de l'ouverture d'offres présidée par le professeur Placide Moudoudou, assistant du ministre. Cet élan de modernisation de l'ensemble du territoire national, qui s'étend à l'administration publique, est l'expression de la volonté politique du président de la République de mailler l'ensemble du pays de services publics de proximité en offrant à leurs dirigeants les meilleures conditions de travail. C'est de cette optique que participe la construction des sièges de ces deux mairies, y compris la construction des résidences des maires et de celles des secrétaires généraux.

Financés par le budget de l'État, ces deux projets se réaliseront en deux lots.

Le premier porte sur la construction et l'équipement du siège de la mairie, notamment sur la construction d'un bâtiment de type R+1, la construction d'un local technique, la construction du mur de clôture et d'une guérite, les aménagements extérieurs et équipements. Le deuxième lot, quant à lui, concerne la construction et l'équipement des résidences du maire et du secrétaire général, à savoir la construction de deux bâtiments, les aménagements extérieurs et équipements.

Ainsi donc, le nom commercial, les montants de l'offre, les rabais éventuellement proposés, le constat de la présence de la garantie et les délais d'exécution des travaux ont été publiés séance tenante. Plus d'une dizaine d'entreprises ont soumis, entre autres Lequefaire, ST2C, LVM, CGC, Société Afric, Proprière Congo, Socodev, Sovemac, Africo Congo, Ba-C-El, SGTI, Superstore, CBH, SCCTPIT, Groupe LK, CGC, Bella Construction.

Notons que les adjudicataires seront connus après la session de la commission de passation des marchés publics.

Bruno Okokana

Le projet village artisanal avance bien

La ministre des Petites et Moyennes Entreprises chargée de l'artisanat, Adélaïde Mougany, s'est rendue le 23 à Tsié-lampo, dans la périphérie nord-ouest de Brazzaville. Elle a visité le site où se réalise cet ouvrage.

Cette visite a permis à la ministre de se rendre compte du niveau d'exécution des travaux de construction de plusieurs ouvrages lancés début mars. Ce projet, constitué de trois lots, concerne, entre autres, la construction d'un bâtiment R+4 composé d'une salle de conférence de 150 places, de salles d'exposition et de bureaux.

À cela s'ajoute la construction de toilettes publiques annexées par une guérite. Un local, qui abritera un groupe électrogène, sera également installé. Ici, les travaux sont réalisés à 40%. Les travaux dont le coût est fixé à 699,6 millions FCFA sont exécutés



Les ouvriers en plein chantier

par l'entreprise Sicos Sylla pour une durée de huit mois. Après le bâtiment administratif, la ministre et sa délégation ont pris la direction du deuxième ensemble où s'exécutent les travaux de construction d'un bâtiment R+2. Un complexe des arts devra être construit et comprendra des services d'accompagnement ainsi que des ateliers mixtes. Le coût des travaux est de 566,7 millions FCFA. Ici, les travaux sont effectués par l'entreprise Bacel pour une durée de six mois. Le niveau d'exécution

physique est de l'ordre de 32%. Pour le troisième lot, il est prévu la construction d'un mur de clôture. Sa réalisation impose la construction d'un forage, au regard des difficultés sur l'approvisionnement du chantier en eau. « On peut dire que le travail se fait et je crois que si l'on y revient d'ici à trois mois, le cadre va changer considérablement. Personnellement je crois que les choses avancent bien », a conclu la ministre Adélaïde Mougany.

Guillaume Ondzé

RÉINSERTION SOCIALE

Des machines à coudre et des ordinateurs dotés aux jeunes

Une cérémonie de fin de formation a été organisée le 24 mai en l'honneur de la cinquième promotion des apprenants en coupe et couture, coiffure esthétique et en informatique, session 2011-2012. La formation est garantie par la fondation Privat-Frédéric-Ndeké.



Les machines à coudre destinées aux apprenantes en coupe couture

Après les quatre premières, la cinquième promotion des apprenants du centre de formation de la fondation Privat-Frédéric-Ndeké vient de boucler son apprentissage. Au total dix-huit jeunes filles mères (même mariées) ont suivi la formation en coiffure esthétique, et quatorze en coupe et couture. La formation en informatique a concerné dix personnes, de sexes confondus, dont les meilleurs ont reçu des ordinateurs. Les quatorze apprenantes en coupe et couture ont, quant à elles, réceptionné des machines à coudre.

Prenant la parole au nom de la nouvelle promotion, Ornella Ngoya a exprimé toute sa reconnaissance à l'endroit de la fondation Privat-Frédéric-Ndeké. Selon elle, l'administrateur-maire du sixième arrondissement de Brazzaville vient, à travers cette action, de leur donner le filet et non le poisson. « Il a évité pour nous beaucoup de choses que nous aurions pu faire par manque de travail. Privat Ndeké est celui qui a osé avec ses modestes moyens arrêter l'oisiveté qui nous avait gagnés. Ce qui nous permettra de nous prendre en charge nous-mêmes », a-t-elle indiqué.

Poursuivre l'action pour le bien-être de la jeunesse congolaise

Créée le 4 mars 2007 à Brazzaville, cette fondation s'est donnée pour mission d'aider la population, notamment celle en situation difficile. C'est ainsi qu'elle forme les jeunes en coupe et couture, à la coiffure esthétique, à l'informatique et à la conduite auto. Son président a rappelé que cette action qui a commencé il y a cinq ans sera pérenne. Privat Frédéric

Ndeké a, par ailleurs, remercié le ministère de l'Enseignement technique, à travers la direction générale de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre, qui leur a permis de former des jeunes en 2011 dans divers métiers. Il a aussi remercié le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique d'avoir aidé la fondation dans le cadre du projet « emploi de la jeunesse ».

« Notre fondation a formé pour le compte de ce ministère une cinquantaine de jeunes. Cette collaboration devrait se poursuivre pour le bien-être de la jeunesse congolaise. C'est une belle aventure que nous avons commencée en 2007, je pense qu'elle a un bel avenir, au vu de ce que nous avons déjà fait et ce que nous projetons », a-t-il indiqué.

L'action de la fondation Privat-Frédéric-Ndeké a été vivement saluée par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Brice-Hilaire Onou-nou, et le directeur de l'entrepreneuriat juvénile au ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique, Gédéon Paloulou. « Il faut continuer cette action afin que la jeunesse aille plus loin. À celles qui viennent de recevoir des kits, nous demandons de continuer cette action en envoyant l'ascenseur aux autres, en les accompagnant dans l'insertion comme l'a fait le président de la fondation », a exhorté Gédéon Paloulou.

Il a, enfin, remis officiellement au président de la fondation son trophée Karibou Awards 2013, obtenu à Kinshasa, lors du prix des Initiatives sociales organisé en République démocratique du Congo.

Parfait-Wilfried Douniama

SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE

Présentation de la cartographie des acteurs non étatiques au Congo

L'étude financée par l'Union européenne sera présentée au public ce 28 mai à l'Institut français de Brazzaville par la délégation de l'Union européenne au Congo. Elle a porté sur les organisations de la société civile agissant dans les secteurs sociaux, des droits de l'homme, de la gouvernance et de l'économie.

Cette étude a pour objectif d'améliorer la coopération entre l'espace communautaire européen et le Congo via une meilleure connaissance des acteurs non étatiques (ANE) congolais, parties prenantes du développement de leur pays.

Les premières études sur ce secteur font état d'une société civile congolaise jeune, qui peut être représentée sous la forme d'une pyramide. Elles relèvent que mise à part la tête de ladite pyramide, très peu d'associations sont en mesure de participer au débat pu-

blic. La cartographie réalisée par la délégation de l'UE souligne « le potentiel des ANE, mais aussi leurs besoins en renforcement et en appui », d'autant que l'échantillon étudié correspond, selon ses auteurs, au niveau intermédiaire de la pyramide suscitée, c'est-à-dire des ANE assez structurés.

À en croire la délégation de l'Union européenne, il n'existe pas à l'heure actuelle de cadre formel de concertation entre la société civile et les pouvoirs publics au Congo, la loi ne permettant pas d'institutionnaliser le soutien de l'État aux associations. Il en résulte deux conséquences majeures : les ANE n'ont pas d'interlocuteur désigné du côté des pouvoirs publics ; et il existe des situations de « partenariats privilégiés » qui ne sont pas compatibles avec les exigences de concertation.

La délégation européenne estime que cette situation est due en partie à l'absence de structure fai-

tière du côté des ANE. Elle ajoute que les réseaux de coordination existants manquent de représentativité et d'expérience dans la définition et la mise en œuvre de projets communs. « L'existence d'une société civile parallèle, composée de structures politisées, nuit au dialogue en rendant difficilement audibles les positions défendues par la société civile », souligne une fiche d'information de la représentation européenne au Congo.

Pour faire émerger des enceintes de dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics, des recommandations pourront être formulées. Elles porteront à coup sûr sur la création d'un cadre flexible de concertation entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics, ainsi que sur le soutien à l'émergence de structures capables et légitimes pour intervenir dans le débat public.

Nestor N'Gampoula

VIOLENCES SEXUELLES ET DOMESTIQUES

Azur Développement présente le rapport des cas suivis à Pointe-Noire

Ce rapport a été présenté le 24 mai au cours de la réunion des partenaires et parties prenantes au projet mis en œuvre cette année par l'association Azur Développement à Pointe-Noire et à Nkayi (département de la Bouenza)

Trente-quatre cas de violences sexuelles et domestiques (inceste, violences physiques, violences conjugales, maltraitance, viol, attouchements) ont été analysés et sont suivis. Parmi ces cas figurent ceux d'une jeune fille de 14 ans enceinte de son père ; d'un garçon de 10 ans obligé parfois de voler pour nourrir sa sœur de 8 ans et son frère de 2 ans, car ils vivent chez un père irresponsable divorcé de leur mère ; d'une femme séropositive abandonnée avec ses enfants par son mari ; d'une femme de 42 ans qui est souvent battue, droguée et violée par son mari. Tous ces cas nécessitent un suivi psychologique, médical et juridique. La plupart des victimes sont des personnes démunies qui n'ont pas les moyens de payer un avocat, une consul-

tation ou d'obtenir un certificat médical.

L'action d'Azur Développement ne se limite pas au suivi psychologique. « Les victimes attendent des OSC [organisations de la société civile] plus qu'un simple appui psychologique. Mais nos moyens sont limités », a indiqué Ida Moussa. En outre, les équipes du projet sont confrontées à la réticence des femmes violentées à dénoncer les faits par honte ou par peur du rejet, d'où un règlement à l'amiable dans la plupart des cas. Le fait que Pointe-Noire soit dépourvue d'une unité de lutte contre les violences rend aussi la tâche difficile aux équipes.

Pour un accompagnement efficace des victimes, les participants à la réunion ont suggéré, entre autres : la mise en place d'une plateforme des parties prenantes (gendarmerie, directions départementales des Droits de l'homme, de l'Éducation civique, de la Santé, les mairies, l'OCDH, etc.), le partenariat avec les services sociaux, l'éducation par des émissions radiotélévisées. Pour les cas flagrants : écrire aux maires des ar-

rondissements ciblés et renforcer les équipes du projet pour de meilleurs résultats.

Le projet, exécuté en partenariat avec la direction départementale de la Promotion de la femme, est destiné à la mise en place d'une cartographie des violences sexuelles et domestiques à l'égard des femmes et des enfants. Il est réalisé avec deux associations partenaires : l'Agence régionale de l'information et de la prévention du sida et le Réseau des associations de solidarité positive du Congo. Le projet bénéficie aussi de la collaboration des maires des arrondissements ciblés (arrondissements 1, Emery-Patrice-Lumumba, 3, Tié-Tié, et 4, Loandjili), des chefs de quartiers, de zones et les secrétaires.

Par ailleurs, avec le soutien du réseau international Association pour le progrès des communications, Azur Développement développe une plateforme internet de suivi de ces cas où sont postées toutes les fiches collectées en respectant l'anonymat des victimes (<http://africatti.apc.org>).

Lucie Prisca Condhet

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Guy Blanchard Okoi : « organisez des patrouilles de police militaire, jugulez l'errance des militaires en tenue »

La réunion d'évaluation qui vient de s'achever a noté des faiblesses persistantes dans la gestion administrative, la conduite de l'instruction, le contrôle opérationnel et l'organisation du service de garnison. Pour corriger le tir, le chef d'état-major a donné des instructions fermes aux commandants de zone.

À l'occasion de cette réunion des commandants de zone militaire de défense des forces armées congolaises qui s'est tenue du 23

au 24 mai à Brazzaville, le commandement militaire a relevé qu'il était essentiel de connaître son métier, de l'exercer réellement et de le rendre fécond en s'appropriant l'esprit de la hiérarchie.

Ainsi, pour l'exercice actuel, malgré des conditions de travail difficiles, le décaissement aléatoire des budgets de fonctionnement, les contraintes des ressources humaines, l'effort de la modernisation devra se poursuivre. « Dans cet élan, il importe de faire beaucoup avec peu et peu avec rien,

sans fantasmer sur des notions théoriques et improductives. L'engagement, le pragmatisme, et la volonté de chacun constituent le sésame qui nous permettra de réussir la mise en œuvre de l'ensemble de nos objectifs prioritaires », a déclaré le chef d'état-major général.

Pour atteindre tous ces objectifs, il a instruit les différentes directions militaires de rendre manifeste la souveraineté sur le territoire de la République, de réaliser les exercices de fin de première

période d'instruction – les contrôles seront conduits par l'état-major général et les organismes au plus tard dans une quinzaine de jours –, d'assurer et assumer l'instruction et l'entraînement des personnels, même les « mains nues », et, enfin, de transmettre au chef d'état-major général des FAC les détails d'organisation des festivités du 22 juin 2013 dans leurs zones respectives, au plus tard la semaine prochaine. Il a demandé aux commandants nouvellement promus d'élaborer

les plans d'action. « Ce commandement, exprimez-le également dans la gestion de vos garnisons, car les résultats dans ce domaine sont encore mitigés surtout dans les grandes agglomérations : organisez des patrouilles de police militaire, jugulez l'errance des militaires en tenue, particulièrement pour ceux du rang, et enfin, restaurez la discipline qui s'acquiert par l'exemple des cadres. » a déclaré le chef d'état-major, le général de division Guy Blanchard Okoi.

Guillaume Ondzé



OFFRE D'EMPLOI :

Titre du poste : Assistante dentaire

Dans le cadre de son extension, le cabinet dentaire SEMINET sis au 2^e étage de l'immeuble CNSS, recherche deux infirmières jeunes diplômées même sans expérience professionnelle.

Les candidates retenues suivront une formation d'assistante dentaire au sein du cabinet.

Adresser votre lettre de motivation et CV détaillé muni d'une photo au cabinet dentaire SEMINET.

Pour plus de précisions, appeler au 06 683 15 14 / 05 551 42 96.

AVIS DE RECRUTEMENT

Le restaurant Crispy (centre-ville) en face de la CFAO, recrute un chef cuisinier de nationalité congolaise.

L'âge requis varie entre 20 et 35 ans. Heures de travail : 17h00-00h00.

Pour plus d'informations, contactez-nous au :

01 822 2222 / 06 600 293/05 050 99 99 / 06 822 22 22, 06 945 45 46

N.B. Il serait préférable que le candidat vive dans les environs.

APPEL AUX PARTENAIRES

Élection "MISS JIEL" : (Jeune Impératrice, Intelligente, Émancipée, Élégante et Libre). Dans le cadre de l'organisation de la 1^{ère} édition miss "JIEL" ayant pour particularité la valorisation du corps métier, le comité Miss Vacances lance un appel aux partenariats pour un soutien multiforme. La sollicitude






concerne toute personne physique ou morale et se veut être un moyen perspicace de pouvoir contribuer à l'émancipation de la jeune fille congolaise dans le milieu professionnel. Les personnes intéressées peuvent nous contacter au :

06 600 16 49 / 01 679 64 43 / 05 343 76 70 / 04 107 34 23

BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution




Communications Unifiées

- Vidéoconférence et Multimédia
- Voix et Messageries Unifiées
- Téléphonie IP

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60

POINTE NOIRE : Rond point Kassaï,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo



BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013



40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

Entreprise régie par le code CIMA

COOPÉRATION MILITAIRE

L'ENVR Génie Travaux forme des chefs de section

Le troisième stage de formation des chefs de section s'est achevé le 25 mai à Brazzaville. Il s'agit de 25 lieutenants représentant neuf pays d'Afrique subsaharienne.

Dans son allocution, le directeur des études et de la formation de l'École nationale à vocation régionale Génie Travaux (ENVR), le lieutenant-colonel Franck Sanchez, a dressé le bilan du stage de la division d'application 2012-2013 qui a débuté le 10 septembre. « Les résultats sont bons, avec des moyennes individuelles s'échelonnant de 12,66 à 15,69/20. La moyenne générale étant de 14,25/20. Reste maintenant à chacun à être utilisé dans la spécialité afin d'approfondir et entretenir les connaissances acquises, en développant son expérience sur le terrain. » « Il s'agit de préparer l'avenir des forces africaines. Il s'agit plus généralement de travailler pour nos enfants », a précisé l'attaché de défense, chef de mission de coopération de défense près l'ambassade de France au Congo, le colonel Bertrand de Reboul.

Dans son mot de clôture, le commandant des écoles des forces armées congolaises, le colonel Cyril Eyen, a souhaité qu'« Après quatre ans d'exercice, il faut que l'on donne à ce concept (coopération) une visibilité et une orientation pleines », a-t-il réaffirmé.

Signalons que cette formation a permis aux stagiaires d'acquérir les outils nécessaires pour réaliser, entre autres, les passerelles d'infanterie et tout ce qui concerne les travaux publics.

Guillaume Ondzé

RELIGION

Les kimbanguistes ont célébré la fête de la nativité à Pointe-Noire

Les festivités se sont déroulées le samedi 25 mai avec deux activités essentielles, la marche sur les grandes artères de la ville capitale et le culte tenu au centre d'accueil kimbanguiste à Mpaka, dans le sixième arrondissement.

En effet, le 25 mai de chaque année, tous les chrétiens kimbanguistes célèbrent la fête de Noël, qui symbolise la naissance de Jésus-Christ. Cette fête coïncide avec la naissance du second fils du prophète Simon Kimbangu, à savoir Papa Dialungana Kiangani Salomon, né le 25 mai 1916. Mais pourquoi dans la famille des chrétiens seuls les kimbanguistes fêtent-ils Noël le 25 mai alors que conventionnellement le monde chrétien fête la naissance de Jésus-Christ le 25 décembre de chaque année ? C'est une question que bon nombre de gens n'hésitent pas à se poser. Tout a commencé en 1992, lorsque Diangienda Kuntima, chef spirituel et représentant légal de l'église kimbanguiste installe le doute dans l'esprit des fidèles kimbanguistes au sujet de la date de naissance de Jésus-Christ en marquant une interrogation : « Jésus est-il né le 25 décembre ? On n'en est pas sûr ! Je vous dirai quand Jésus est né. Depuis toujours, nous fêtons Noël le 25 décembre, mais nous ignorons la véritable date de naissance de Jésus. Je vous la communiquerai si vous le voulez

bien ! » Tels seraient ses propos. Cette prophétie sera accomplie un certain 24 mai 1996 à une heure du matin, lorsque Dialungana Kiangani Salomon va s'adresser aux fidèles en prononçant haut et fort : « Noël ! » Aussitôt, tous les kimbanguistes ont compris qu'il s'agissait bel et bien de la fameuse date de naissance du Christ. Pour Jean-Gabriel Bongo-Bitouissi, révérend pasteur, représentant départemental de la région kimbanguiste au Kouilou, toute histoire évolue selon les époques, et elle peut être modifiée. Car, dit-il, de son vivant le premier chef spirituel Diangienda Kuntima demandait à ses disciples de faire des recherches sur la date de naissance du Christ. Les kimbanguistes se basent sur le calendrier hébreu, dont le premier mois serait avril, le mois de septembre serait le sixième mois auquel l'ange Gabriel se serait présenté à Marie pour lui annoncer la bonne nouvelle. Ainsi donc, le mois de mai reste la période qui détermine les neuf mois de grossesse de la mère de Jésus et de son accouchement. Pour terminer, Jean-Gabriel Bongo-Bitouissi a rappelé à tous les fidèles de respecter les douze préceptes kimbanguistes afin de demeurer forts en esprit. Par ailleurs, il a demandé à tous, chrétiens et laïcs, de se joindre à cette manifestation pour célébrer la naissance du Christ.

Prosper Mabonzo

COOPÉRATION

Le premier sommet franco-africain sous François Hollande se tiendra à Paris

Le président français, François Hollande, qui se trouvait le 25 mai à Addis-Abeba (Éthiopie), à l'occasion du cinquantenaire de l'Union africaine (UA), a annoncé qu'un sommet aurait lieu à Paris, du 6 au 7 décembre, avec les dirigeants africains.

« À la fin de l'année, j'inviterai l'ensemble des chefs d'État africains à Paris pour une réunion qui sera consacrée à la paix et à la sécurité et donc, d'une certaine façon aussi, à la lutte contre le terrorisme », a-t-il déclaré, en marge des festivités d'anniversaire de l'UA. Le président français pense que la relation entre l'Afrique et la France doit être maintenant prolongée par l'appui que la France va donner aux armées africaines pour qu'elles se

défendent elles-mêmes, y compris contre « le fléau du terrorisme ». « C'est pour leur sécurité, c'est également pour notre propre sûreté en Europe. Ce sont les Africains qui, demain, devront assurer la sécurité de leur continent, [même] si la France sera toujours à leurs côtés », a expliqué François Hollande, au cours d'une conférence de presse.

Interrogé sur l'ouverture d'un deuxième front par les forces françaises en Afrique de l'Ouest avec l'intervention, le 24 mai, de forces spéciales au Niger visant à mettre fin à l'attaque du groupe islamique, le président français a répondu : « Non, il n'y a qu'un front, c'est celui de lutte contre le terrorisme, partout, et notamment en Afrique de l'Ouest,

mais pas seulement en Afrique de l'Ouest. » François Hollande était le seul chef d'État européen présent aux festivités marquant le cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) devenue l'Union africaine (UA) en 2002.

À Paris, la présence de François Hollande a été perçue comme un tournant symbolique dans les relations franco-africaines en général, et dans les relations parfois tumultueuses entre la France et l'UA depuis sa création en 1963, au lendemain des indépendances de plusieurs pays africains.

La France n'entend plus apparaître comme le gendarme de l'Afrique, ni s'ingérer dans ses affaires intérieures.

Noël Ndong

DÉVELOPPEMENT

Marrakech accueille les assemblées générales de la BAD

La Banque africaine de développement (BAD) profite de ce rendez-vous annuel avec ses actionnaires et clients pour relever le défi de la croissance inclusive.

Organisée sur le thème « La transformation structurelle de l'Afrique », cette rencontre qui a débuté le 27 mai à Marrakech, ville située à plus de 300 kilomètres de Rabat la capitale, prendra fin le 31 mai. Elle se déroule dans un contexte et un environnement économiques plus favorables car si l'année dernière, la croissance du continent a été de 5,1 % d'après le FMI, les dernières prévisions pour l'Afrique, publiées début mai, indiquent que la croissance au sud du Sahara doit encore s'accélérer. Le PIB africain devrait ainsi progresser de 5,4% en 2013 et de 5,7% en 2014.

« L'Afrique n'a jamais été dans cette configuration. La croissance du continent a été très forte au cours de la dernière décennie, avec une progression moyenne de 5,2% du PIB. On est loin des croissances nulles ou négatives dans les années 1980 et 1990. C'est donc une excellente chose pour l'Afrique d'être dans cette perspective très positive », a commenté le vice-président et économiste en chef de la BAD, Mthuli Ncube.

« La croissance n'exploite donc pas assez le potentiel humain du continent »

Malgré cette forte croissance, il n'y a que peu de retombées sur le quotidien des Africains. Mthuli Ncube a indiqué que plusieurs raisons expliquent cela. « Je dois dire que la qualité de la croissance n'est pas inclusive. Par ailleurs, comme elle repose principalement sur l'exploitation des ressources naturelles, des hydrocarbures, elle ne crée pas suffisamment d'emplois. La croissance n'exploite donc pas assez le potentiel humain du continent. C'est cela le challenge », a-t-il déclaré.

À cette occasion va être lancé le rapport sur les perspectives économiques en Afrique 2013, le document le plus complet concernant l'économie du continent. Il est élaboré annuellement par la BAD, le Centre de développement de l'OCDE, la Commission économique pour l'Afrique et le programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Plusieurs sujets d'intérêt commun pour le développement et l'émergence du continent africain feront l'objet de débats. Les participants vont également arrêter les orientations stratégiques de la BAD pour les dix prochaines années, alors que la moitié des administrateurs en fin

de mandat seront remplacés lors de ces réunions. À cela s'ajoutent la question du retour de l'institution à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et celle des défis auxquels la région Afrique est confrontée dans les domaines clés tels que le changement climatique, les infrastructures, le secteur privé et la gouvernance.

68 milliards de dollars sont nécessaires jusqu'en 2020

Marrakech est un moment propice pour mobiliser les bailleurs de fonds, étant donné que pour financer exclusivement les infrastructures, 68 milliards de dollars devraient être nécessaires jusqu'en 2020 pour maintenir un taux de croissance de 7% du PIB africain. Et 360 milliards de dollars d'ici à 2040.

Notons enfin que le Maroc est le 7^e actionnaire régional, avec 222 069 parts de capital. Le cadre de coopération entre les deux parties, pour la période 2012-2016, s'articule autour de deux piliers stratégiques parfaitement alignés avec les priorités du gouvernement.

Il s'agit notamment du renforcement de la gouvernance et de l'inclusion sociale, ainsi que du soutien au développement des infrastructures vertes.

Nestor N'Gampoula



BRAZZAVILLE
PARIS
Aller-Retour
517 200
Fcta TTC

Jusqu'au 01 Juin,
payez votre 3ème bagage à
100 euros

ECAir
Bienvenue chez vous.

DIPLOMATIE

Rencontre entre Boni Yayi et le pape François au Vatican

Le chef de l'État béninois a présidé la cérémonie d'ouverture de la chaire Bernardin-Gantin dans une université pontificale romaine.

Thomas Boni Yayi était à Rome mercredi et jeudi derniers où il a présidé l'ouverture officielle au Vatican d'une chaire Bernardin-Gantin, un cardinal béninois qui a travaillé au Vatican, dans une université romaine. C'est la première fois qu'un établissement supérieur géré par le Vatican à Rome consacre tout un département à l'étude de la pensée d'un haut prélat africain, l'occasion valait bien un déplacement. C'est pourquoi le chef de l'État béninois a été reçu en audience au Vatican mercredi 23 mai.

Le colloque avec le pape François a été jugé cordial. Du reste, les relations entre le Bénin et le Vatican ne souffrent d'aucun nuage particulier. Qui plus est, ce pays était également vu avec sympathie par le pape précédent, Benoît XVI, qui en a loué la stabilité et la constance dans



Thomas Boni Yayi et le cardinal Robert Sarah lors de l'ouverture de la chaire Bernardin-Gantin au Vatican

les progrès pour asseoir une démocratie pluraliste. C'est là que Benoît XVI a effectué son deuxième et dernier voyage africain, en novembre 2011. Il s'y rendit pour proclamer une réflexion pastorale continentale

issue du deuxième synode africain et s'incliner sur la tombe, justement, du cardinal Bernardin Gantin, ancien et collègue au Vatican.

Au cours d'une conférence de presse, en prélude à l'ouverture

de cette chaire Bernardin-Gantin de l'université pontificale du Latran, M. Yayi Boni a estimé que le pape François s'annonçait comme « *pape du peuple, pape des pauvres et pape du continent africain* ». Le prési-

dent, qui a assumé l'an dernier la présidence tournante de l'Union africaine (et qui a donc assisté à la montée en puissance naissante de la crise au Mali), a eu des considérations pessimistes sur les mécanismes actuels de gestion des conflits en Afrique : « *Est-ce que l'État existe ? Je ne le crois pas. Les institutions ne fonctionnent pas tellement. Une rébellion quitte un pays et rentre dans un autre, mettant en déroute toute une armée.* »

Mais cet optimisme est tempéré, car le président Yayi Boni, qui appelle à faire l'inventaire de tous les bienfaits que l'Afrique pourrait apporter au monde, soutient que « *l'homme africain peut alimenter le droit universel* ». Notons que la nouvelle chaire Bernardin-Gantin, dont le principal animateur est un chercheur camerounais, est destinée à réfléchir sur la « *socialisation politique en Afrique* » et à favoriser les recherches sur la culture africaine.

Lucien Mpama

ALUCONGO

100 % aluminium
100 % qualité

Nouveau Site

- Bac alu
- Faîtière
- Tôles ondulées
- Fixations

Signé
ALUMINIUM PUR
ALUCONGO
CONGO

Tel: 05 539 60 46 - 05 09 117 17

CINQUANTENAIRE DE L'UNION AFRICAINE

Vladimir Poutine félicite les chefs d'État africains

Dans un message rendu public le 25 mai à l'occasion du jubilé de l'Union africaine, le président russe a indiqué que son pays appréciait « hautement » le rôle constructif du rassemblement panafricain dans les affaires régionales et internationales.

« La création de cette structure unique, il y a un demi-siècle, est devenue un jalon important dans la voie des peuples de l'Afrique vers la paix, la sécurité, la stabilité, la compréhension mutuelle et le bon voisinage sur le continent. L'Union africaine est un mécanisme efficace de la coopération politique, économique et humanitaire multilatérale, de la concertation des actions de ses membres sur l'arène mondiale », a déclaré le président russe.

La Russie, a-t-il poursuivi, soutient les efforts de l'Union africaine visant à résoudre les questions d'actualité de règlement des crises, de rétablissement de la paix, de redressement postconflituel et d'assurance du développement économique et social durable. « Nous sommes intéressés dans l'accroissement ultérieur de l'interaction de partenariat avec l'union y compris dans le cadre de l'Organisation des Nations unies, du G8, du G20, des Brics et des autres forums internationaux de même qu'en consolidation multiforme des relations traditionnellement amicales avec tous les pays du continent africain », a ajouté Vladimir Poutine. « Je vous souhaite, de même qu'à tous les dirigeants des pays africains et participants de la session jubilaire, beaucoup de succès, la paix et le bien-être aux peuples d'Afrique », a-t-il conclu.

Yvette Reine Nzaba

21^E SOMMET DE L'UA

La Céeac a plaidé pour l'envoi d'une force internationale en Centrafrique

De retour d'Addis-Abeba où il a pris part, du 25 au 27 mai, à la célébration du cinquantenaire de l'Union africaine (UA), et au 21^e sommet qui a suivi, le président Denis Sassou N'Gusso a indiqué que les situations en Centrafrique et en RDC figuraient au nombre des préoccupations des chefs d'État.

Pour ce qui est de la Centrafrique, Denis Sassou N'Gusso a dit que le Congo va dans « l'urgence envoyer quelque 200 hommes » dans ce pays « en plus des 150 qui s'y trouvent déjà » dans le cadre de la Force africaine appelée à sécuriser ce pays. « La CÉÉAC a informé les chefs d'État sur la nécessité d'une intervention ur-

gente de la communauté internationale en RCA », a indiqué Denis Sassou N'Gusso ajoutant que la question a été évoquée particulièrement avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en marge du sommet.

En ce qui concerne la situation dans l'Est de la RDC, le président a indiqué qu'un comité de suivi de l'accord sur la sécurité dans la région des Grands Lacs et dans cette partie du pays, signé en février dernier, a été mis en place à Addis-Abeba. « Le Congo fait partie des dix chefs d'État qui ont été désignés dans ce comité de suivi », a précisé Denis Sassou N'Gusso.

Parlant du Bilan et des perspec-

tives de l'UA, le chef de l'État congolais a dit que les 50 ans de l'UA ont été « marqués par de longues luttes ». Il s'est félicité de ce que l'OUA a « réussi à libérer les peuples africains du joug colonial », après une lutte politique, syndicale, de mouvement de jeunesse et de femmes.

« Nous avons reconnu aussi que nous n'avons pas totalement réussi l'unité, l'intégration et que nous n'avons pas mis fin aux guerres et à l'instabilité. Qu'à cela ne tienne, le processus démocratique est en marche », a-t-il poursuivi. Pour remédier à cette épineuse situation, l'UA a adopté une Déclaration appelant à l'unité et à la renaissance afri-

caines. Les chefs d'État africains souhaitent pour les 50 prochaines années mettre un accent particulier sur le panafricanisme et la renaissance de l'Afrique. « Il faudra continuer à encourager les femmes et faire en sorte qu'elles participent entièrement aux luttes et que nous reconnaissons qu'elles ont les mêmes droits que les hommes. Aussi, il va falloir au cours des 50 prochaines années mobiliser la jeunesse car la population africaine est à 60 % constituée de jeunes. Il faut donc donner à cette jeunesse plus d'espoir et l'engager dans des batailles diverses », a-t-il conclu.

Nestor N'Gampoula
et Tiras Andang

Les 50 ans de l'Union africaine célébrés avec faste à Rome

C'est sur trois jours et par diverses manifestations culturelles et politiques que la communauté africaine a célébré les 50 ans de l'Union continentale en Italie.

À Rome, c'est à partir d'hier lundi 27 mai qu'ont démarré les festivités du cinquantenaire de l'Union africaine. La date choisie est en léger décalage avec le début des manifestations officielles à Addis-Abeba, siège de l'Union où ont afflué les chefs d'État et de gouvernement samedi 25 mai, jour véritable d'incidence de l'anniversaire. C'est en effet le 25 mai 1963 que l'organisation continentale fut créée sous le nom d'Organisation de l'unité africaine, OUA.

Mais le 25 mai tombait un jour férié en Italie. C'est pourquoi la fête africaine a été repoussée à ces lundi, mardi et mercredi. L'ambassadeur Mamadou Dékamo Kamara du Congo a, en tant que doyen du corps diplomatique africain, voulu donner

un grand retentissement à l'événement. Ces trois jours ne sont pas consacrés aux seuls discours, nous a-t-il dit.

Lundi, le coup d'envoi des manifestations a été donné, avec l'ouverture par l'ambassadeur Dékamo en personne, d'une exposition culturelle sur l'Afrique dans la salle d'exposition d'un grand hôtel romain.

Ce mardi, la fête se tiendra en soirée. Les ambassadeurs de toutes nationalités y sont invités, la manifestation se tient sous la présidence de l'ambassadeur éthiopien. Suivant un usage consolidé à Rome désormais, c'est en effet l'ambassadeur du pays qui assume la présidence tournante de l'Union africaine qui organise la traditionnelle Journée de l'Afrique le 25 mai. Enfin mercredi 29 mai, le clou de ces trois jours de festivité sera, à 11h, la grande rencontre entre les ambassadeurs africains et le président italien Giorgio Napolitano. Ce sera aussi l'occasion

pour les diplomates africains de rencontrer la nouvelle ministre des Affaires étrangères de l'Italie, Mme Emma Bonino. C'est d'ailleurs dans la grande salle du ministère italien des Affaires étrangères, la Farnesina, que se déroulera la rencontre.

Dans un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville à Rome, l'ambassadeur Dékamo a souligné que ces cinquante ans étaient aussi l'occasion de célébrer un partenariat soutenu avec l'Italie. Ce pays a cheminé avec l'Afrique tout au long des cinquante ans de sa recherche d'affirmation, d'indépendance et de développement. Aujourd'hui, les avocats les plus engagés de la cause africaine au sein de l'Europe se recrutent surtout parmi les Italiens. Romano Prodi, ancien président du Conseil, a par exemple été chargé du Mali par l'ONU alors que M. Napolitano, lui-même, se compte parmi les grands amis de l'Afrique.

« Et que dire, puisque l'Italie

respire aussi par les deux rives du Tibre, fleuve emblématique de sa belle capitale Rome, de l'avènement au Vatican d'un pape venu du tiers-monde et dont le discours est centré sur la pauvreté, l'humilité et la place prépondérante de l'homme dans l'économie globalisée ! », a ajouté l'ambassadeur.

Mamadou Dékamo Kamara n'a pas manqué de saluer l'entrée au sein du nouveau gouvernement italien d'une originaire d'Afrique, Mme Cécile Kyenge Kashetu, ministre de l'Intégration. « Nous ne pouvons forcer la marche du temps ni espérer une accélération de ce que l'Italie, notre partenaire, voudra faire de sa diversité. Mais nous saluons déjà, comme un acte hautement significatif, le fait que l'Afrique et l'Italie commencent à se considérer désormais en des termes moins étrangers », a conclu Mamadou Dékamo Kamara.

Lucien Mpama

COMPAQ PRESARIO CQ57-465SK



379.000 TTC

ACER TRAVEL MATE P253-M



349.000 TTC

**INTEL CORE I3 - 2.2 GHZ
4G MEMOIRE
500 DISQUE DUR
ECRAN HD LED 15.6"**

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S Rond Point City – Rez-Chaussee. Congo-Brazzaville Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434



DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Cartographie des Acteurs Non-Étatiques en République du Congo

Brazzaville, 28/05/2013 – A l'occasion de la publication du tome 1 de la « Cartographie des acteurs non-étatiques actifs en République du Congo », la Délégation de l'Union européenne (UE) en République du Congo organise le 28 mai 2013 une session de présentation des conclusions de cette étude à l'Institut Français du Congo. Cet événement sera l'occasion de réunir les entités gouvernementales et non gouvernementales pour discuter des enjeux soulevés par cette cartographie et de tirer des conclusions utiles pour les actions futures dans le domaine.

« Cette cartographie contribuera à améliorer notre connaissance des Acteurs Non Etatiques, d'une part afin de mieux les intégrer dans la coopération entre l'Union Européenne et la République du Congo, et d'autre part pour mieux appréhender leur potentiel de dialogue avec les pouvoirs publics », a déclaré Marcel van Opstal, Chef de Délégation de l'Union Européenne en République du Congo.

Ce rapport a été financé par l'Union Européenne dans le cadre de son programme « Acteurs Non Etatiques et Autorités Locales dans le Développement ». Il cible plus spécifiquement les organisations de la société civile intervenant dans les secteurs sociaux, des droits de l'Homme, de la gouvernance et de l'économie. Un second tome prenant en compte les acteurs intervenant dans les domaines de l'agriculture, l'environnement et les infrastructures est déjà prévu.

Cette publication se base notamment sur l'analyse approfondie d'un échantillon représentatif de 51 organisations de la société civile. Elle dresse un état des lieux des acteurs non étatiques en République du Congo et analyse leur influence dans le paysage politique congolais, ainsi que leur rôle en tant qu'acteur du développement.

Rappelons que l'appui de l'Union Européenne aux acteurs non étatiques se chiffre pour l'année 2012 à environ 9,8 milliards de FCFA (soit 14,6 millions d'euros), faisant de l'UE le premier bailleur dans le pays en termes d'appui à la société civile.

Contact:

Flora BERTIZZOLO, Attachée de coopération
Délégation de l'Union européenne en République du Congo
Tel: +(242) 05.521.74.00
flora.bertizzolo@eeas.europa.eu
<http://eeas.europa.eu/delegations/congo>

Pour plus d'informations:

Site de la Délégation de l'UE en République du Congo:
http://eeas.europa.eu/delegations/congo/index_fr.htm

Site web de la Direction Générale du Développement et de la Coopération - EuropeAid:
http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N° 13/MEFPPP/PRCTG-PREDD/13**

« Recrutement d'un Expert local Documentaliste du Projet de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation Forestière (PREDD) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Don (TF010691), pour le financement des activités du Projet de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Expert local Documentaliste du PREDD.

2. L'objectif de la mission de l'Expert local Documentaliste du Projet REDD est d'organiser le fonds documentaire y compris la publication des documents du Projet REDD. La durée de la mission est de vingt trois (23) mois.

3. Pour une meilleure préparation du Projet REDD, le Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG) a été chargé par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD) de gérer les fonds d'avance alloués par l'IDA et de conduire les activités de passation des marchés et de gestion financière.

4. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies certifiées conformes des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, nom et adresse complète du représentant du client) ;
- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

- Niveau BTS ou Licence (Bac + 3) dans le domaine de la documentation, archivage, communication ou équivalent ;
- Expérience d'au moins un (01) an dans la fonction de documentaliste dans le domaine de la REDD+ ou de la Gestion Forestière Durable ;
- Utilisation d'au moins un logiciel de gestion documentaire ;

- Parfaite maîtrise du français et des deux langues nationales du pays (lingala/kituba) ;

- Bonne connaissance des outils informatiques, notamment : Word, Excel, Powerpoint et Internet ;
- Utilisation d'un logiciel de gestion documentaire adapté au processus REDD+ est un atout.

5. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

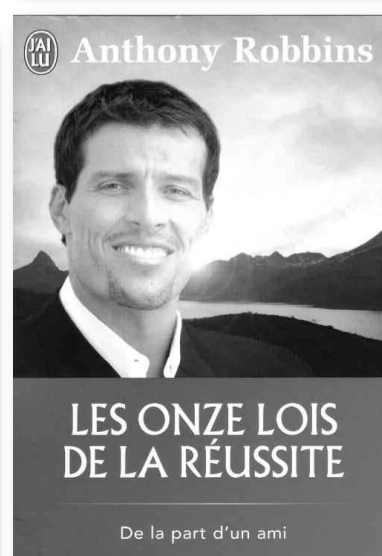
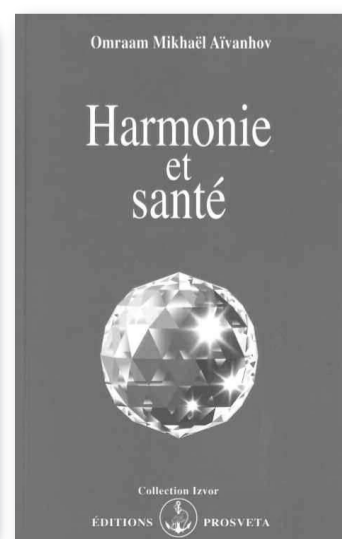
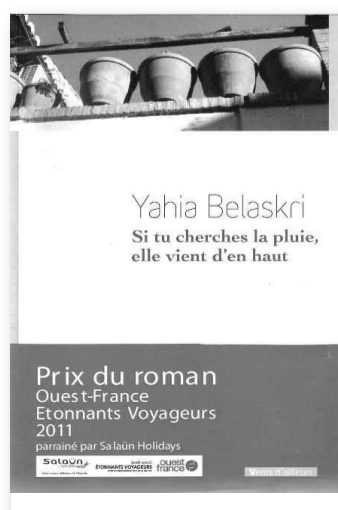
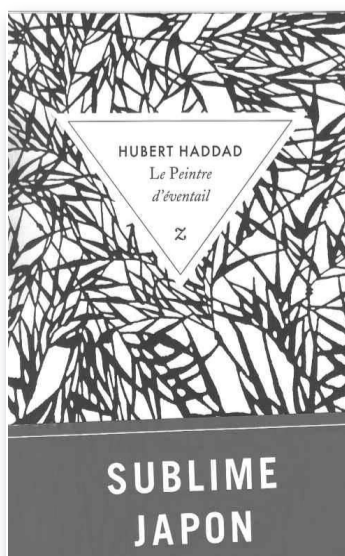
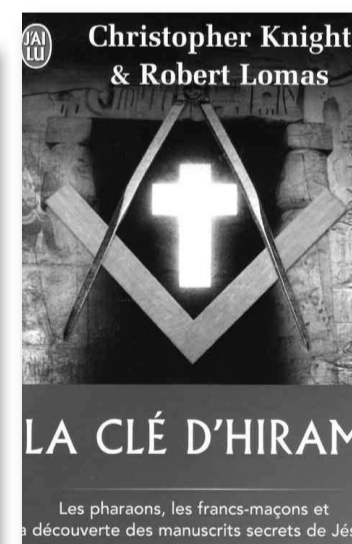
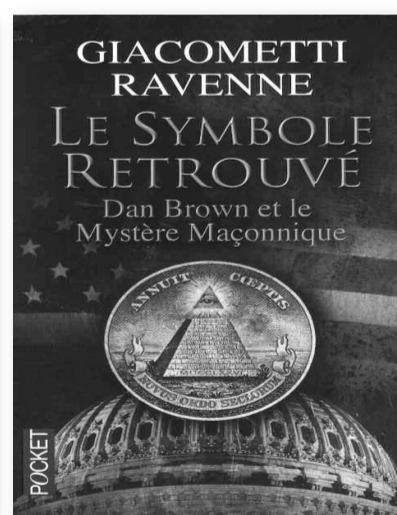
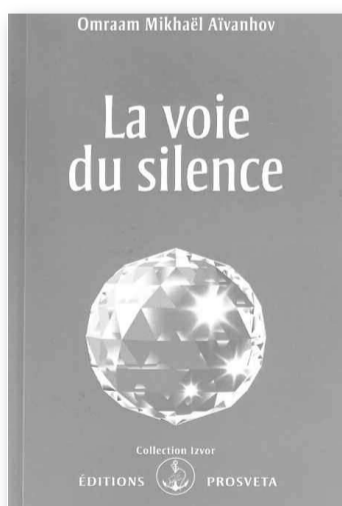
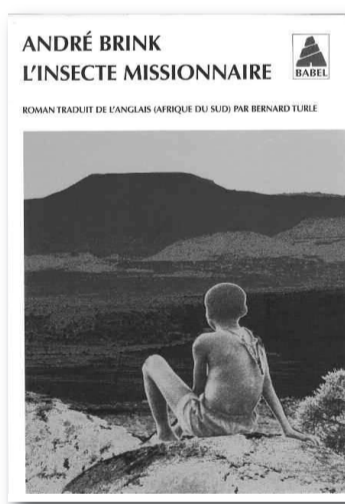
6. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le jeudi 13 juin 2013:
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo ; Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 23 Mai 2013

**Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA**

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



LITTÉRATURE

La Librairie-Galerie Congo célèbre la journée de l'Afrique

Le 24 mai, la Librairie-Galerie Congo a célébré à Paris la journée de l'Afrique avec la tenue d'une rencontre littéraire autour de l'anthologie Paroles d'auteurs ! Afrique, Caraïbes, Pacifique parue aux Éditions La Cheminante.

Les écrivains Henri Lopes et Hemley Boum, les poètes Gabriel Okoundji et Hamidou Sall, Sylvie Darreau l'éditrice et Nathalie Philippe l'auteur de l'ouvrage ont échangé autour de leur relation à la langue française entre appropriation de cette nouvelle langue véhiculaire africaine et héritage douloureux. Les panellistes scellant l'unité Bantu, ce concept linguistique qui relie l'Afrique du Sénégal à l'Afrique du Sud, se sont retrouvés à l'occasion de la Journée de l'Afrique marquée cette année par la célébration de 50 ans d'unité africaine.

Au travers de l'anthologie Paroles d'auteurs ! Afrique, Caraïbe, Pacifique, une série d'entretiens avec des auteurs francophones du Sud aussi bien romanciers, que poètes,

dramaturges ou essayistes, l'éditrice Sylvie Darreau avait pour ambition de célébrer l'universalité des différences. La directrice des Éditions La Cheminante a partagé avec l'auditoire son histoire d'amour avec la terre d'Afrique et sa conviction que l'avenir du monde et de la langue française allait se jouer en Afrique.

Nathalie Philippe, la journaliste qui a recueilli la parole de tous ces écrivains dans son ouvrage qui a failli être sous-titré « Indiscrétion littéraire » est revenue sur la genèse de son livre. Pour elle, la langue française a permis le contact entre les différents pays africains souvent hypermorcelés sur le plan linguistique, avec par exemple 42 langues au Congo et plus de 200 au Cameroun. De plus, écrire en français permet aux écrivains du Sud une diffusion optimale et leur permet la traduction.

Le poète Hamidou Sall et l'écrivain Henri Lopes sont revenus sur leur rapport ambivalent à la langue française. Si pour Hamidou Sall dont les ancêtres ont été exposés à la langue française dans la

douleur à travers la violence de l'expérience coloniale, cette langue est aujourd'hui un outil qui lui permet de dire cette histoire dans la langue des oppresseurs. Pour celui qui a été envoyé apprendre auprès des blancs « l'art de vaincre sans avoir raison », il faut pour écrire dans une autre langue être solidement enraciné dans sa langue locale. Henri Lopes confesse avoir métaphoriquement vécu la même histoire qu'Hamidou Sall. Né métis de deux mères à une époque où cette frange de la population « n'avait ni racines ni branches », il a navigué, enfant, entre le kikongo, langue de l'intimité avec les parents, le lingala, le langage commun, et le français. Porteur dans sa fougueuse jeunesse nationaliste d'un projet d'enseignement bilingue au Congo en français et



Gabriel Okoundji, Hemley Boum, Hamidou Sall, Nathalie Philippe, Henri Lopes, Sylvie Darreau

dans les langues nationales, il a dû y renoncer, car le français était aux yeux de la population la langue du pouvoir et de l'ascension sociale par opposition aux langues nationales qui ne pouvaient rien apporter. L'écrivaine Hemley Boum a partagé quant à elle son rapport « apaisé » au français. Sa langue maternelle africaine est la langue de l'intimité du cercle familial et elle considère que « le français est de façon indiscutable sa langue ». Pour le poète

Gabriel Okoundji, qui rappelle que « toute civilisation s'est fondée sur le chant poétique », il n'existe pas de langue maternelle, mais plutôt la langue parentale, celle dont on apprend des parents. Pour le Mwênê qui fait chanter la langue de Molière pour raconter ses ancêtres Tékés, le français et le téké sont ses langues maternelles. Une multitude de vécus et d'histoires qui redisent que le français est aujourd'hui une langue africaine.

MALI

Le front anti-putsch entend créer une plate-forme politique et électorale

Le front uni pour la sauvegarde de la démocratie et la république (FDR), un front anti-putsch créé après le coup d'état militaire du 22 mars 2012 ayant renversé l'ancien Amadou Toumani Touré, entend créer une plate-forme politique et électorale, a-t-on appris samedi.

« Nous avons l'honneur et le plaisir d'informer l'opinion nationale et internationale que les partis politiques et associations à caractère politique, membres du FDR, ont décidé de créer une plate-forme politique et électorale », annonce un communiqué signé de son président Ibrahim N'Diaye. Selon le texte, la plate-forme « sera dirigée par un organe politique créé spécialement pour cette mission » et « sa présentation officielle aura lieu le vendredi 31 mai 2013 au Centre International de Bamako ». Le communiqué, qui n'a pas mentionné les motifs de la création, souligne que « les raisons et le contenu de la plate-forme seront exposés lors de la cérémonie officielle de présentation ». Cependant, selon un responsable du bu-

reau national du FDR, approché par Xinhua, « cette plate-forme concerne le deuxième tour de l'élection présidentielle du 28 juillet prochain et les élections législatives ». Ce même responsable du front a expliqué : « Lorsque deux candidats du FDR se rencontrent au deuxième tour de la présidentielle, notre souhait que les campagnes soient civilisées et quand un candidat du FDR sera face à celui d'une autre formation ou regroupement politique, tous les autres candidats du FDR le soutiendront. »

Notre interlocuteur a ajouté : « Pour les élections législatives, nous allons élaborer des listes communes partout où le besoin se fera sentir, afin d'avoir une majorité parlementaire. » Par ailleurs, le communiqué du FDR conclut en « réaffirmant que toutes ses actions ont pour objectif la sauvegarde de l'intégrité territoriale et le retour définitif du Mali sur la liste des pays démocratiques, laïques et républicains ».

Xinhua

Avis de perte

M. Ayman Cheyrtani habitant Pointe-Noire, né le 27 Septembre 1982 de nationalité Libanaise, déclare avoir perdu son passeport libanais. Il prit toute personne pouvant le lui retrouver de le joindre au numéro : 01.552.55.53 ou encore de le lui déposer aux dépêches de Brazzaville situées sur l'avenue Germain Bikoumat immeuble les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Une récompense lui est réservée.

JUSTICE INTERNATIONALE

La CPI mène une « sorte de chasse raciale » envers les Africains

La Cour pénale internationale (CPI) mène une « sorte de chasse raciale » en ne poursuivant que des Africains, a affirmé lundi le président en exercice de l'Union africaine (UA), le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn, après la clôture du sommet des chefs d'État tenu à Addis-Abeba.

Lors de la création de la CPI, « l'objectif était d'éviter toute sorte d'impunité. Mais désormais le processus a dégénéré en une sorte de chasse raciale », a-t-il déclaré, à l'issue d'un sommet qui a réclamé le transfert à la justice kényane des poursuites engagées par la CPI contre les président et vice-président kényans, pour crimes contre l'humanité. « Les dirigeants africains ne comprennent pas les poursuites contre ces deux chefs de l'exécutif kényan ». Je pense donc que la CPI doit bien voir qu'elle ne devrait pas pourchasser des Africains », a-t-il poursuivi devant la presse.

Uhuru Kenyatta et William Ruto, élus respectivement en mars président et vice-président du Kenya, sont poursuivis par la CPI pour leur rôle présumé dans l'organisation de terribles violences ayant suivi le scrutin présidentiel de décembre 2007 au Kenya, durant lequel ils appartenaient à deux camps différents. Ces violences s'étaient rapidement muées en affrontements entre communautés, accompagnés de meurtres brutaux, viols et

mutilations, faisant plus de 1.000 morts et des centaines de milliers de déplacés en quelques semaines.

Le procès d'Uhuru Kenyatta doit commencer le 9 juillet à La Haye, siège de la CPI. Celui de William Ruto aurait dû débiter ce mardi, mais a été reporté sine die début mai. Plusieurs chefs d'État africains ont récemment accusé la CPI de cibler exclusivement des Africains. « 99% des inculpés de la CPI sont Africains. Cela montre donc que quelque chose est biaisé au sein du système de la CPI et nous contestons cela », a poursuivi le Premier ministre éthiopien. Depuis sa création, la CPI a en fait inculpé une trentaine de personnes, tous des Africains, pour des crimes survenus dans huit pays d'Afrique (République démocratique du Congo, Centrafrique, Ouganda, Soudan (Darfour), Kenya, Libye, Côte d'Ivoire, Mali). Mais les enquêtes ouvertes en RDC, Centrafrique, Mali et Ouganda l'ont été à la demande des États concernés, parties au Statut de Rome, fondateur de la CPI. Les affaires concernant le Darfour et la Libye - non signataires - l'ont été à la demande du Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que le procureur de la CPI s'est auto-saisi sur les dossiers kényan et ivoirien. « Si vous prenez l'exemple du Kenya, l'inculpation résulte des affrontements entre deux tribus, les kalenjin et les kikuyu (communautés dont sont is-

sus respectivement MM. Kenyatta et Ruto), mais ces deux clans se sont unis (...) pour élire le président et le vice-président », a noté M. Hailemariam, sans relever que des membres de plusieurs autres communautés ont été victimes des violences. La CPI avait autorisé en 2010 son procureur à engager des poursuites en raison de « l'inaction des autorités kényanes » en vue d'établir les principales responsabilités dans ces violences. De son côté la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini-Zuma, a mis en avant lundi les réformes judiciaires menées depuis les violences au Kenya pour justifier un retour du dossier dans ce pays. Selon le commissaire de l'UA à la Paix et la sécurité, Ramtane Lamamra, la résolution sur la CPI a été adoptée « par consensus », sans vote formel. Seuls deux pays ont exprimé des « nuances » durant le débat, la Gambie, pays d'origine de la procureure de la CPI Fatou Bensouda, qui mène les poursuites contre les deux responsables kényans, et le Botswana. « Certains dirigeants qui dans le passé étaient enclins à exprimer une certaine compréhension envers la façon dont le procureur opérait (...) ont dit cette fois-ci non, non, non, cela doit changer, nous devons condamner ces pratiques », a-t-il assuré.

AFP

GRANDS LACS

Controverse autour d'un schéma de dialogue global

D'après le tanzanien Jakaya Kikwete, la résolution durable de la crise en RDC passe par un dialogue global, y compris entre le Rwanda et les FDLR et entre l'Ouganda et l'ADF-Nalu.

La stratégie de sortie de crise de l'est de la RDC, proposée par Jakaya Kikwete en marge du 21e sommet de l'Union africaine ouverte le 26 mai à Addis-Abeba au lendemain des célébrations des 50 ans de la création de cette institution, fait jaser. D'après le président tanzanien qui s'exprimait dans le cadre d'un mini-sommet ayant réuni autour d'une même table les protagonistes de la guerre du Kivu, seul le dialogue est requis pour résoudre l'imbroglio de l'Est. Pour lui, l'intervention de la brigade spéciale présentée comme une panacée à la crise de l'Est n'aura aucun impact si le

dialogue ne s'ouvre pas entre les différents protagonistes. À ses yeux, cette fameuse brigade ne pourra résoudre de façon durable l'instabilité chronique déplorée dans la région dont la base est essentiellement politique.

Devant une bonne demi-douzaine de chefs d'État réunis à huis clos dont l'Ougandais Yoweri Museveni et le rwandais Paul Kagame, le tanzanien Jakaya Kikwete n'a pas eu froid aux yeux pour présenter sa recette qui s'articule essentiellement sur le dialogue entre les ennemis d'hier. Il s'agit pour lui de faire écrouler les murs de la méfiance et de la haine pour rétablir la confiance mutuelle susceptible de booster le processus de paix dans une région ployant encore sous le spectre de la division. Jakaya Kikwete prône un dialogue à tous les niveaux et dans tous les sens entre les régimes en

place et leurs rebellions respectives. Concrètement, pour le cas de la RDC, le président tanzanien recommande que Kinshasa puisse renouer le fil du dialogue avec le M23 interrompu sous peu. De la même manière, exige-t-il un dialogue franc entre Kigali et les Forces de libération du Rwanda (FDLR) d'une part, et entre Kampala et l'ADF-Nalu basée en RDC d'autre part. Cette proposition coulée dans un communiqué remis aux médias devrait, selon son auteur, sceller l'unité et consolider la paix entre les Etats des Grands lacs. Pas de paix durable, sans négociation globale, pourrait-on dire.

Le silence de Kagame

Cette proposition de Jakaya Kikwete a, comme il fallait s'y attendre, suscité des réactions en sens divers. D'abord de la part des premiers concernés eux-

mêmes à l'image de Yoweri Museveni qui a certes approuvé la démarche mais tout en émettant quelques réserves. À en croire les médias internationaux, le président ougandais s'est dit prêt à négocier uniquement avec ceux qui veulent discuter. « *On discute avec ceux qui veulent discuter et on isole les autres* », a-t-il déclaré. Pour sa part, le président rwandais n'a pipé mot de cette proposition au point de laisser libre cours à toute forme d'interprétation. Le moins qu'on puisse dire est que cette proposition risque d'achopper du fait de l'aversion que suscitent les rebellions africaines auprès des régimes établis mus par le souci de conserver leur pouvoir. Le cas du Rwanda est patent à ce sujet. Kigali qui ne veut pas entendre parler de dialogue avec les FDLR dont certains combattants sont accusés

d'avoir pris part au génocide des Tutsis de 1994, se montre plutôt réservé par rapport à cette proposition.

Profitant de l'occasion, les onze dirigeants régionaux réunis autour du secrétaire général de l'Onu revenu d'un périple en RDC, ont par ailleurs scruté les possibilités de mise en œuvre de l'accord de paix conclu en février au terme duquel ils se sont interdits d'ingérence dans les questions congolaises. « *Une paix durable n'est possible que si tous les pays signataires travaillent ensemble pour sortir de l'impasse politique et créer une nouvelle dynamique en faveur de la sécurité et du développement économique* », a affirmé Ban Ki-moon au sortir de cette réunion à huis clos qui n'a fait l'objet d'aucune déclaration officielle.

Alain Diasso

BAD

Des défis pour une croissance solide en Afrique

Les 48^{es} assemblées générales de la Banque africaine de développement (BAD) qui se tiennent depuis le 27 mai à Marrakech, au Maroc, relancent le débat sur la transformation réelle du continent afin de l'engager inexorablement « dans une croissance forte et écologiquement durable ».

Il s'agit d'une discussion sur le « futur » de la région qui reste à ce jour le moteur de la croissance économique mondiale. La préoccupation fondamentale est ainsi d'arriver à assurer sa qualité et sa pérennité. Le président de la BAD, Donald Kaberuka, n'a pas manqué de le rappeler lors des cérémonies du cinquantième de l'Union africaine, le 25 mai, à Addis-Abeba. Certes, l'Afrique est bien en train d'avancer mais elle doit s'ouvrir davantage sur le reste du monde pour faire avancer son économie. Entre-temps, d'importants défis se dessinent déjà pour l'Afrique. Il y a, par exemple, le déficit criant en infrastructures dont les transports, l'énergie, l'eau et les télécommunications. D'autres maux rongent l'économie africaine dont le manque d'intégration régionale entre les marchés nationaux à cause de leur fragmentation. Il est impérieux de neutraliser les poches de fragilité sur l'ensemble du territoire de l'Afrique. Il s'agit d'autant de défis pour lesquels l'Afrique, la BAD et les organisations internationales doivent se mobiliser.

Hormis les systèmes à consolider et la volonté à afficher pour y parvenir, il se pose avec acuité la problématique de la mobilisation des ressources nécessaires. Les financements de la BAD doivent augmenter pour plus d'efficacité. Sur le plan financier, il est important, en premier lieu, d'appeler les pays non membres à continuer à apporter leur soutien au Fonds africain de développement. Cette structure accorde des prêts à des taux bonifiés et des dons aux pays membres les plus vulnérables. « *Ses réalisations sont superbes. Grâce à un sérieux appui, il peut maintenant apporter des changements durables dans nos États fragiles, comme il l'a fait au Libéria et en Sierra Leone, pour ne citer que ces deux pays, et comme il est en train de le faire en Somalie et au Mali* », a insisté Donald Kaberuka. En deuxième lieu, les pays membres doivent aussi à leur tour se mobiliser. « *Nous avons besoin du soutien de nos pays membres africains pour une nouvelle initiative que nous croyons être une solution visionnaire, pour susciter la vision de la transformation, ainsi qu'une réponse révolutionnaire aux insuffisances constatées dans la recherche, la facilitation et le financement des projets d'infrastructure* ».

La BAD devra connaître une mutation pour accompagner ce futur du continent. « *Notre nouvelle émission d'infrastructures du Jubilé combinera les investissements publics et privés, nationaux et internationaux, et présentera des projets prêts pour des financements bancaires. Avec un fonds de démarrage de 10 milliards de dollars EU, ce qui représente tout juste 2 % des réserves de change cumulées de l'Afrique, nous pourrions financer 100 milliards de dollars EU de projets, soit davantage que l'ensemble du Plan d'action prioritaire du Programme de développement des infrastructures en Afrique pour 2020* ». Au cours de ces travaux, les pays membres décideront aussi du retour ou non de l'institution dans son siège statutaire d'Abidjan.

Laurent Essolomwa

JUSTICE

La Coalition nationale pour la CPI en congrès

Les travaux tourneront autour du renforcement de la complémentarité du système du statut de Rome de cette cour pour la lutte efficace contre l'impunité des graves violations des droits de l'homme en RDC.

Près de quatre-vingts représentants des trois cent vingt ONG composant la Coalition nationale pour la Cour pénale internationale (CN-CPI) et des partenaires vont se réunir en congrès, du 9 au 12 août à Kisangani, chef-lieu de la province orientale et capitale judiciaire de la RDC. Ces travaux attendent profiler de nouvelles stratégies à mettre en œuvre pour le renforcement de la complémentarité du système du Statut de Rome pour la lutte efficace contre l'impunité des crimes internationaux dans le pays. Pendant ces assises, les participants vont établir l'état de lieu actuel sur des graves violations des droits humains en RDC, examiner les contextes de la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes internationaux et des

violations massives des droits humains et de droit international humanitaire dans le pays et impulser une nouvelle synergie nationale de plaider sur la loi d'application du statut de Rome et la création d'une Cour nationale des droits de l'homme. Ils vont également tenter de fixer des orientations pour la promotion des droits des victimes des crimes internationaux et de réfléchir en profondeur sur la situation des défenseurs des droits humains en RDC. L'organisation attend aussi de ces travaux l'appropriation des réflexions sur le renforcement de la lutte contre l'impunité des crimes internationaux et violations massives des droits humains. Alors que des différents acteurs de la vie nationale se-

ront suffisamment informés et sensibilisés sur l'impérieuse nécessité et obligation du pays de mettre en œuvre la complémentarité du système du Statut de Rome de la CPI. Ces travaux vont, en outre, permettre l'adoption des stratégies pour faciliter la mise en place d'une dynamique nationale de renforcement de plaider de la mise en œuvre de la complémentarité et la création de la Cour nationale des droits de l'homme ainsi que la mise en place des stratégies pour la promotion des droits des victimes, alors qu'il est également visé également de faire un état de lieu sur la situation des défenseurs des droits humains et l'adoption des stratégies de renforcement de leur protection.

Lucien Dianzenza

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Les objectifs de la politique monétaire sous contrôle

L'analyse s'est dégagée le 24 mai au cours de la cinquième réunion ordinaire du comité de politique monétaire présidée par le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Déogratias Mutombo Mwana Nyembo.

La réunion a porté essentiellement sur l'évolution de la conjoncture économique au 23 mai aussi bien sur le plan international que national, en prévision des perspectives pour le reste de l'année en cours. « *Tous les objectifs de la politique monétaire sont sous contrôle. La base monétaire au sens strict et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises sont en dessous de leurs cibles respectives* », conclut le comité de politique monétaire de la BCC qui décide de maintenir inchangé le dispositif de la politique monétaire : le taux directeur à 3% et le coefficient de la réserve obligatoire à 7%.

Sur le plan national, il se dégage une stabilité remarquable du cadre macro-éco-

nomique tant sur le marché des biens et services, le marché de change que sur le marché monétaire. Après analyse, il ressort que sur le marché des biens et services, la variation du niveau général des prix reste marquée par la stabilité, laquelle est confirmée par le comportement du taux d'inflation en rythme hebdomadaire qui se situe à 0,013% contre 0,022% portant le cumul à 0,29%. Selon la BCC, le marché de change aussi est demeuré calme. « *Le taux de change est resté contenu dans la fourchette de 915 CDF et 923 CDF* », précise ce communiqué, tout en soulignant que le taux interbancaire et le taux parallèle se sont situés respectivement à 918,31 CDF et 922,54 CDF.

Sur le marché monétaire, la BCC indique que le guichet des prêts à court terme est demeuré inactif tandis que celui des facilités permanentes reprend son dynamisme. « *En cumul, les trans-*

actions dénouées sur ce marché ont atteint 16,4 milliards de CDF au 22 mai. À la même date, le volume des opérations effectuées à l'interbancaire se chiffre à 6,5 milliards de CDF contre 5,6 milliards à la même période de 2012 », rapporte ce communiqué.

Pour la BCC, le maintien de l'accalmie sur ces marchés s'explique notamment par la poursuite de la coordination des politiques conjoncturelles et par les capacités d'analyse de l'évolution de la liquidité et d'anticipation des chocs. La situation monétaire provisoire de la BCC a évolué positivement, étant donné qu'au 22 mai, les facteurs de la liquidité bancaire ont induit une ponction nette de 22,9 milliards de CDF contre celle programmée de 17,1 milliards grâce particulièrement à l'action exercée par les BTR et la réserve obligatoire en vue d'assainir le marché monétaire.

Gypsie Oïssa Tambwe

DIPLOMATIE

Évaluation de la mise en œuvre de l'Accord cadre à Addis-Abeba

La RDC a été représentée par le ministre des Affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie congolaise, Raymond Tshibanda, a pris part à la Réunion des ministres des Affaires étrangères de la communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc), tenue au siège de l'UA à Addis-Abeba le 24 mai. L'objectif de cette réunion était d'examiner l'évolution du processus de mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands lacs, en vue de consolider le processus de paix national et régional pour une stabilité durable à l'issue de la visite du secrétaire général des Nations unies à Kinshasa et Goma. C'était en marge de la célébration du 50e anniversaire de la création de l'Organisation de

l'unité africaine (OUA).

Par ailleurs, la 23^e session ordinaire du conseil exécutif de l'UA a adopté, le 23 mai, le plan stratégique et le budget de l'organisation pour la période 2014-2017. À en croire le vice-président de la Commission de l'UA, Erastus Mwencha, ce budget se chiffre à 380 millions de dollars américains pour 2014. Les consultations avec les Communautés économiques régionales et le secteur privé se sont poursuivies pour l'effectivité du plan stratégique adopté par le 21^e sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'UA du 26 au 27 mai. Cinquante années plus tard, tous les bilans restent unanimes à reconnaître et s'acquitter de la mission assignée par les pères fondateurs de l'idée de parvenir à l'unité africaine. L'idéal panafricain a joué dans la promotion de l'unité du continent, idéal qui s'est concrétisé au plan politique par la création de l'OUA en mai 1963. Le thème de la célébration du jubilé d'or est « Panafricanisme et renaissance africaine ».

En résumé, chaque État a une contribution importante à apporter au développement en ce qui concerne la politique industrielle, la mise en place d'infrastructures et la bonne gestion des ressources naturelles, en vue d'une intégration continentale effective.

Jules Tambwe Itagali



Raymond Tshibanda

MÉDIAS

FFJ désapprouve des menaces contre deux journalistes au nord-est de la RDC

L'ONG dénonce ces actes qui sont contraires à la liberté d'expression et au droit du public d'accéder à l'information ainsi que l'instauration d'un État de droit.

Freedom for journalist (FFJ) a exprimé sa totale désapprobation à la suite des menaces proférées, le 21 mai, à deux journalistes à la radio universitaire Candip et à la Radio Télévision Salama, stations communautaires émettant de Bunia, en province orientale.

Selon les informations recueillies par le correspondant local de cette ONG de défense et de promotion de la liberté des médias, Umbo Salama, auprès de ces deux victimes, Jean-Claude Bosango et Nicolas Awacango, l'auteur de ces menaces serait le responsable local de la version motos de l'Association des chauffeurs du Congo (Acco) de Bunia, Loda Losa.

Dans un communiqué publié le week-end, citant les victimes, FFJ a noté que Loda leur reprocherait d'avoir diffusé dans leurs éditions vespérales du 19 mai l'information selon laquelle l'Acco/Moto travaillait dans l'illégalité par manque de documents légaux émis par l'autorité locale. Ces journalistes ont admis à l'ONG qu'ils ont été convoqués, le 21 du mois en cours, au bureau du responsable de l'Acco/Moto de Bunia où ils ont reçu des me-



Des motos-taxis sur la place Victoire, à Kinshasa

naces explicites. « Vous, les journalistes, vous vous croyez tout permis. On va commencer à vous brûler par les pneus affaiblis... Vous ne me connaissez pas », les aurait-il menacés par ces propos.

Le directeur exécutif de FFJ, Désiré-Israël Kazadi a, dans sa réaction faite aux Dépêches de Brazzaville, sollicité de ce fait des autorités politico-administratives et policières de Bunia, la protection de ces journalistes menacés. Il a également requis une action judiciaire en vue d'empêcher ce responsable de l'Acco/Moto de Bunia, de mettre en exécution ses menaces.

Lucien Dianzenza

PLANNING FAMILIAL

Bientôt de nouvelles stratégies en RDC

Les nouvelles stratégies qui seront contenues dans le plan national de planification familiale sortiront de l'atelier III pour l'écriture du plan stratégique.

Les participants à l'atelier de quatre jours, soit du 27 au 30 mai, appuyé notamment par l'ONG C-change vont devoir s'appesantir sur le draft du plan stratégique élaboré par le Programme national de la santé de la reproduction (PNSR) pour y apporter des enrichissements afin de doter le pays d'un plan national de planification familiale.

Pour le ministre de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi, qui a ouvert cet atelier, ce plan s'inscrit dans le programme du gouvernement qui a aligné le secteur de la santé parmi les axes prioritaires. Cela, ajoute-t-il, à travers des actions à impact visible sur toute l'étendue du pays, dont celles visant à améliorer la santé de la mère et de l'enfant.

Le Dr Félix Kabange Numbi soutient que la planification familiale est une stratégie et un outil d'importance capitale pour le développement durable. « C'est d'ailleurs à ce titre que le document de stratégie et de croissance pour la réduction

de la pauvreté la retient parmi les priorités du gouvernement », fait-il savoir tout en soulignant que cet atelier tombe à point nommé « pour qu'ensemble nous puissions identifier les problèmes, définir les priorités, développer des stratégies de mise en œuvre des interventions et, dans la mesure du possible, produire un plan de suivi et évaluation de ce plan stratégique ».

Parlant au nom des partenaires techniques et financiers de la planification familiale, le représentant par interim de l'UNFPA, Edwin Huizing, pense qu'avec ce plan, la RDC s'approprie et profite de l'élan mondial en faveur de la planification « pour concrétiser sa volonté d'accorder à la planification familiale une place de premier choix dans le développement socio-économique du pays ».

De son côté, la directrice du PNSR, Dr Kyungu Banza, laisse entendre que la situation de la planification familiale en RDC n'est pas du tout reluisante. L'ignorance et l'inaccessibilité de la population en sont les principales causes

Aline Nzuzi

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'article sur le Fonds national de promotion et de service social (FNPSS) publié dans notre édition n°1746 du vendredi 24 mai 2013. Les statuts de cet établissement public ont, en effet, été fixés par le décret n°13/007 du 23 janvier 2013 pris par le Premier ministre et non par un arrêté du ministre des Affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale, comme mentionné dans notre papier. Nous nous excusons de cette erreur.

DIVISION 1

Égalité entre DCMP et Mazembe, V.Club bat Sanga Balende

Les Dauphins noirs de Kinshasa sont leader du championnat avec vingt-cinq points, suivi de Mazembe qui s'est heurté au Daring Club Motema Pembe ; et les supporters de Lupopo se sont illustrés par la violence face à Muungano.

Le choc remis de la 5^e journée entre Daring Club Motema Pembe (DCMP) et TP Mazembe de Lubumbashi s'est achevé sur un but partout, le 26 mai, au stade des Martyrs. Les Immaculés ont été les premiers à ouvrir la marque à la 43^e minute d'une frappe lourde du milieu de terrain Mbidi imparable en dehors de la surface de réparation. Mais déjà à la 3^e minute de jeu, Mukenga a loupé un penalty pour DCMP, capté net par le gardien de but Robert Kidiaba de Mazembe. Mais les Corbeaux du Katanga sont revenus au score en seconde période par le biais d'Hervé Ndonga (entrée en cours du jeu à la place du Ghanéen Asante). L'on a vécu un fait rare au stade des Martyrs le dimanche, avec le soutien des supporters de V.Club, club rival, au Daring Club Motema Pembe. Mazembe compte vingt-trois points en dix matchs et se retrouve deuxième derrière V.Club ; alors que Daring Club Motema Pembe dispose de douze points.

V.Club leader...

L'AS V.Club a sans doute réalisé la bonne opération du week-end au championnat nationale de football. Le 24 mai

au stade Tata Raphaël pour le compte de la 10^e journée, les Dauphins noirs de Kinshasa ont réalisé l'exploit de renverser la vapeur face aux Anges et sains de Sanga Balende de Mbuji-Mayi. L'AS V.Club a été menée par deux buts à zéro en première période grâce aux buts de Mangola à la 21^e minute et surtout la somptueuse frappe de plus de vingt-mètres du buteur Kabamba Mukundji à la 43^e minute hors de portée du gardien de but camerounais Nelson Lukong. Pour le public venu nombreux au stade Tata Raphaël, la messe semble dite pour V.Club. Mais les poulains du coach Florent Ibenge sont revenus en seconde partie de la rencontre avec un moral d'or, d'autant qu'ils étaient déjà maîtres du jeu en première période et ont encaissé ces buts un peu contre le cours de la rencontre.

Le jeu des Dauphins a basculé du côté de gauche avec un Mubele de grand jour. Virevoltant en première période sans trouver la faille dans la défense de Sanga Balende coachée depuis peu par Fanfan Epoma, l'ailier gauche de V.Club a été providentiel pour son équipe en deuxième période. C'est lui qui a provoqué un penalty indiscutable transformé à la 52^e minute par Taddy Etekiama Agiti au grand dam du gardien de but Kalambay de Sanga Balende. C'est encore Mubele qui a percuté sur le côté gauche et son centre repris par Etekiama a été stoppé de la main par un défenseur de Sanga Balende dans la surface de réparation. Une fois de plus,

Etekiama a exécuté le penalty accordé par l'arbitre Lopembe permettant à V.Club d'égaliser à la 68^e minute. Enfin, Mubele a offert le troisième but de la victoire (3-2) de V.Club à la 84^e minute au terme d'un match épique. V.Club reprend la tête du classement avec vingt-cinq points.

Lupopo - Muungano arrêté pour insécurité

Le troisième de la journée du 26 mai au stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi n'est pas allé jusqu'à son terme entre FC Saint-Éloi Lupopo et OC Muungano de Bukavu (Sud-Kivu). Les deux équipes jouaient la 7^e minute de jeu lorsqu'un supporter du club de Lubumbashi a pénétré sur l'aire de jeu pour jeter des fétiches dans les buts de Muungano. Le gardien de but, Elie Nawej, du club de Bukavu a tenté de l'empêcher. Mais le supporter incivique s'en est violemment pris au gardien de but en l'étranglant. Élie Nawej a été évacué à l'hôpital. Et l'arbitre de la partie a jugé bon d'arrêter le match par motif d'insécurité. Les supporters de Lubumbashi ne sont pas à leur premier forfait. Lors du match contre V.Club à Lubumbashi, ils se sont illustrés par de jets de projectile. L'on rapporte même que le bus conduisant la délégation de V.Club à l'hôtel après le nul de zéro but partout a été attaqué. Il a fallu l'intervention de la police avec des gaz lacrymogène pour sortir d'un guet-apens. La Ligue nationale de football va statuer sur ce cas.

Martin Enyimo

SPECTACLE

Rêve d'ailleurs ! adapté au théâtre

Auteure du roman, Huguette Nganga Massanga a assisté, en fin de matinée du 24 mai, à la représentation offerte par le Centre de recherche en art du spectacle africain (Crasa) dans la salle des messagers de l'école Lisanga.

Une ambiance bon enfant où le rire s'inventait souvent a régné lors de la répétition de la pièce en cours de création organisée devant les écoliers de Lisanga. Tirée d'un extrait de Rêve d'ailleurs !, le second roman de Huguette Nganga a donné lieu au monologue intérieur de Bombard Galumba Alain. Les spectateurs ne sont pas restés insensibles face à ce monodrame ne manquant pas d'y réagir, parfois vivement, quand l'occasion se présentait. C'est dire que la mise en scène de Me Mwambayi Kalengayi trouvera preneur.

L'auteure venue exprès de Pointe-Noire pour avoir un aperçu de la tâche accomplie jusqu'ici par le Crasa s'en est étonnée et ne l'a pas caché. En effet, Huguette Nganga a dit tout son ravissement quant à l'habillage fourni à ses écrits. Elle a salué le « professionnalisme » du Crasa évoquant alors son rendu « réfléchi, travaillé et profond ». Et Huguette Nganga de constater au sujet de la future pièce : « Cela donne plus de vie au texte, je respecte le travail du metteur en scène ». Du reste, elle a ajouté : « Le texte ne vit qu'à la rencontre avec les autres. Cette adaptation me donne la possibilité de connaître le sens que les lecteurs donnent au roman ». Dans son petit commentaire au sujet de la pièce à venir, Me Mwambayi a soutenu que la matière première extraite du texte de l'écrivaine congolaise s'est forgée sur une idée générale. « Nous rê-



Bombard Galumba entouré de Huguette Nganga et de Me Mwambayi

vons tous d'ailleurs, à tous les niveaux et sur tous les plans », a-t-il dit. Et pour illustrer son propos, il a cité au passage un slogan qui passe pour un mot d'ordre d'une communauté chrétienne locale bien connue, à savoir « Si ton Dieu est mort, essaie le mien ». Pour lui, le discours du roman reste applicable indifféremment dans les domaines de la religion, de la politique et de la société. Aussi a-t-il expliqué que la pièce s'est construite autour d'un tiers du roman qui relate une aventure inédite.

Pour sa part, Huguette Nganga a relevé la valeur communicative du roman censée mettre en dialogue la jeunesse et l'État. Par ailleurs, a-t-elle souligné, « tant que l'on vivra, l'on aura toujours des rêves. La personne qui ne rêve pas est morte ». Et l'auteure d'expliquer : « Rêve d'ailleurs ! est un ordre et revêt

deux aspects. Il parle non seulement du fait de partir mais il évoque aussi un déplacement symbolique et non géographique guidé par le besoin d'un mieux-être ». L'envie de migrer est inhérente à l'homme. Il existe un « désir viscéral humain de l'ailleurs », a-t-elle soutenu, que certains matérialisent par le voyage. Mais elle a dès lors saisi cette occasion pour dire combien elle se trouvait choquée par les jeunes prêts à vendre leur âme, « tout quitter au prix de se mettre en danger ». Dans son roman, elle a aussi pensé rendre hommage à cette jeunesse partie car fatiguée de vivre dans un univers inconfortable au travers des poèmes repris à la fin de chaque chapitre. Et elle leur adresse cette recommandation : « Vivez vos rêves pourvu qu'ils ne vous tuent pas ».

Nioni Masela

LIVRES

La lumière sur Les Crimes de guerre de l'Ituri

André Kito Masimango entretient les lecteurs sur le drame de l'est de la RDC dans un ouvrage au titre explicite paru début mai chez L'Harmattan.

Dans Les Crimes de guerre de l'Ituri, l'avocat au barreau de Kisangani nous indique d'emblée que « la spécificité des guerres de l'Ituri, dans le nord-est de la République du Congo, est qu'elles sont causées à la fois par des conflits interéтниques et des guerres civiles ». Activiste des droits humains et témoin de la tragédie dont il parle, il souligne à cet effet que « la question des réparations des crimes de guerre est délicate ». Car il ne peut s'empêcher de constater : « Elle relève de plusieurs paramètres ». Il prend soin d'épingler ici « le calcul du préjudice et la responsabilité des États et des miliciens chefs de guerre ; la juridiction devant dire le droit et réparer les torts », allusion est ainsi faite à la Cour internationale de justice pour les États, la Cour pénale internationale (CPI) et les juridictions nationales pour les individus. Du reste, le président de la Fondation congolaise pour la promotion des droits humains et de la paix (Focdcp) ne cache pas ses appréhensions. Bien averti des enjeux qui entourent la question, André Kito est coordonnateur national de la coalition pour la CPI, il regrette qu'en dépit de sa condamnation et quoique « soumis à l'obligation de réparer, l'Ouganda n'a encore rien fait ». Et le président de la Focdcp d'ajouter encore que « le Rwanda s'est

dérobé de ses responsabilités ».

Il met en cause aussi la non-signature « de la clause facultative de la juridiction obligatoire », nous apprend la quatrième de couverture. Si André Kito Masimango se réjouit que les procédures devant la CPI sont en cours, il se désole plutôt que les juridictions nationales soient inopérantes.

En guise de conclusion, l'auteur de cet ouvrage dont le propos se déploie en 110 pages fait savoir qu'avec le statu quo observé, il y a péril en la demeure. Il est d'avis que « s'il n'y a pas de réparations, ou si celles-ci ne répondent pas au principe d'équité entre les communautés, il est à craindre que les cruautés reprennent ».

N.M.

GÉOPOLITIQUE MONDIALE



ANDRÉ KITO MASIMANGO

LES CRIMES DE GUERRE DE L'ITURI

(REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO)

L'Harmattan

La couverture de Les Crimes de guerre de l'Ituri

MUSIQUE

The Nine C dans la promotion de « Look Out »

Le groupe religieux a mis sur le marché, depuis le 29 avril dernier, leur nouvel album « Look out » (Attention en anglais), deux ans après la sortie de leur single intitulé « Bolingo na ye (Jean 3.16) ».

Le nouvel album contient onze chansons, à savoir « Jina Lako », « Nalingi Yo », « Look Out », « Repentez-Vous », «

Anyokwamaki », « AlleluYah », « Notre Maître », « Yesu Oyo », « Bobanga te II », « Penda Jirani » et « Bolingo Na Ye (Jean 3.16) ». L'album est en vente à Kinshasa depuis le 20 mai.

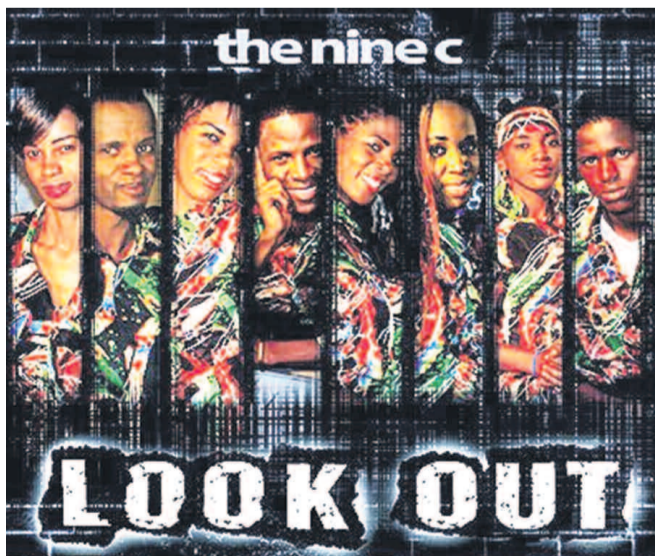
Constitué de huit frères et sœurs de la famille Cibenda originaires de la ville de Bukavu, The Nine C (Nine Christians) est un

groupe musical chrétien qui s'est fixé pour objectif d'évangéliser à travers la chanson avec un style musical qui varie entre RnB, gospel et hip-hop. Ils débutent leur carrière au début des années 2000 grâce notamment à leurs parents qui les ont

initiés à la vie de prière tout en les encourageant à répéter régulièrement en vue d'améliorer leurs performances vocales et à savoir se comporter sur scène. Leur première sortie scénique, produite par leur père, a eu lieu en juin 2000 à l'Alliance franco-congolaise de Bukavu. En juin 2001, le groupe sort son premier album « Espoir » commercialisé beaucoup plus à Bukavu, et dans la région des Grands lacs. En 2009, « The Nine C » est élu meilleur groupe au festival international de gospel dans la catégorie « New Genre ».

Les chansons, composées par Michel et Sarah Liz Cibenda sont écrites en français, anglais, tshiluba et swahili. L'album « Look out » a été enregistré à Kinshasa et mixé dans un studio de Londres. Les jeunes talentueux et créatifs artistes de « The Nine C » s'inscrivent ainsi dans la droite de ligne du groupe Makoma composé également de frères et sœurs qui chantent les louanges à Dieu.

Patrick Kianimi



La pochette de l'album

JAZZ

Kinjazza en concert à Wallonie-Bruxelles

Le groupe de Gabriel Wadigesila à l'affiche au centre culturel belge cette semaine entend proposer au public un répertoire spécial d'« Afro Jazz » sur le podium de la Salle Brel le 30 mai.

Gabriel Wadigesila, dit Gaby, s'est employé à sortir des sentiers battus. Le bassiste, qui s'est à nouveau établi à Kinshasa après un séjour de quelques années en occident, promet au public un répertoire inédit. Au travers de l'« Afro Jazz », avertit le musicien, s'effectue un périple qu'il a en vue de partager. Il retrace de la sorte son parcours musical « enrichi de rencontres de haut niveau sur la scène internationale ».

Fort d'une expérience acquise et forgée au fil des concerts en Europe et au Canada, il est revenu ici sur ses productions avec des groupes de jazz, latin jazz, afro jazz, funk jazz, zouk, soul et reggae et world music, Gaby se targue d'être le « père de la nouvelle génération jazz en RDC ». Par ailleurs, également ancien du conservatoire royal de Bruxelles, le musicien n'a pas délaissé les musiques traditionnelles de la RDC. Il les tient d'ailleurs pour une source d'inspiration quitte à leur donner une nouvelle teinte. Sa particularité tient au mélange qu'il réalise alors « avec l'harmonie jazz abondant des mélodies injectées dans un groove qui fait bouger », nous a-t-il confié. C'est donc un rendez-vous particulier auquel le bassiste convie les mélomanes kinoïsi jeudi au Centre Wallonie-Bruxelles. Il les invite à ne pas manquer une occasion de découverte qu'il dit de belle facture musicale.

N.M.

CINÉMA

« Subtile Manipulation »
projeté à Mpita

La deuxième projection du film *Subtile Manipulation* de Richi M. Mbebelé a eu lieu le 24 mai au Centre culturel Jean-Baptiste Tati-Loutard de Mpita, à Pointe-Noire.

Le public, qui a rempli la salle dès les premières heures de la soirée, n'a pas fait le déplacement pour rien. Au contraire, il a assisté à une projection cinématographique d'un film joué, produit et réalisé par des Congolais. C'est un moyen métrage de 50 minutes 16 secondes, joué par six acteurs, et qui laisse planer un suspens teinté d'une pointe d'humour. Le film peint la société congolaise et ses travers en tentant de la moraliser.

L'accusant secrètement d'avoir tenté de le manipuler en vue de



L'affiche du film *Subtile Manipulation*

briser son ménage, Landry se voit obliger de renvoyer son oncle au village après que celui-ci eut séjourné pendant plusieurs semaines dans sa maison. Mais quelques heures après le départ de celui-ci, Landry découvre une histoire bouleversante à propos de sa femme, aux mœurs légères, qui, sans vergogne, tisse une relation amoureuse avec un jeune du quartier aux allures peu amènes. Par une circonstance hasardeuse, Landry, qui tient une cabine téléphonique dans le coin, découvre avec émoi et stupéfaction par un simple appel téléphonique qu'il est au centre d'une histoire romanesque. Victime pourtant, il est pris pour le bourreau, un art de manipulation consommé dont Anouchka, la femme aux deux vies, a le secret. Richi M. Mbebelé, fustige dans *Subtile Manipulation* l'infidélité, l'hypocrisie, les apparences trompeuses, bref tous les vices de la société extériorisés par le culot et le talent des acteurs comme Landry Tchimbakala (Anthony Lolo), Anouchka (Janssen Massamba), l'oncle (Marius Mavoungou), Michael Thamsy (Le jeune homme), Kastine Mouindou (la jeune femme), Ghandie Mouindou (la jeune fille). Le film de Richi M. Mbebelé est la parole intérieure d'un Africain. La prédication la plus sensible où le rire est la politesse du désespoir. Par moment provocateur, ce film veut redonner goût et espoir aux Congolais de croire en leur septième art comme dans les années 1980. Le talent et l'esprit créateur existent, mais contrastent malheureusement avec la précarité et l'inexistence des moyens de production.

Hervé-Brice Mampouya

BANDE DESSINÉE

La modernisation du Congo
par le dessin

18 ans, étudiant en première année de licence en histoire-géographie à l'École normale supérieure, Godgiven Théocée Bayaloula veut attirer l'attention des Congolais sur les différentes réalisations opérées dans le pays à travers la bande dessinée. « J'ai constaté que dans mon quartier, même dans ma propre famille, les gens ne font pas trop attention au processus de modernisation du Congo, aux différentes réalisations opérées dans le pays. Je veux donc attirer leur attention par la bande dessinée. Je fais allusion aux jeunes gens comme moi qui s'intéressent beaucoup plus au football, notamment à la ligue des champions européenne. Qu'à cela ne tienne, cette bande dessinée, qui est encore à son étape embryonnaire, est destinée à tous les Congolais », déclare le jeune artiste.

Godgiven Théocée Bayaloula, pense convaincre les Congolais et particulièrement les jeunes par le dessin, car ses couleurs attirent. Il exprime les différentes réalisa-



Le jeune artiste présentant l'une de ses illustrations

tions du Chemin d'avenir en passant par la Nouvelle Espérance : « Le président de la République a lancé une vaste opération de transformation du pays. Je pense qu'il faut lui rendre un hommage mérité. Qu'il sache

qu'il y a de jeunes Congolais qui suivent attentivement comment il est en train de transformer le pays du nord au sud. C'est pourquoi, à travers ma bande dessinée, j'invite tous les Congolais, les jeunes en particulier, à faire preuve de citoyenneté et de patriotisme afin que le Congo atteigne l'émergence en 2025. »

Le jeune Bayaloula dit être inspiré du livre du président Le manguier, le fleuve et la souris. En parcourant cette BD, on découvre le rapprochement qui est fait entre l'armée de la population par exemple. Le jeune artiste a voulu illustrer le réveil d'armes afin de faire comprendre à la population le rôle réel de la force publique, s'inspirant ainsi des orientations du chef de l'État, lors des réveillons d'armes.

Il a enfin fait un clin d'œil aux personnes susceptibles de l'appuyer afin qu'il puisse moderniser ce projet ambitieux et édifiant.

Bruno Okokana

L'ACTUALITÉ DES DIABLES ROUGES FOOTBALL

Christopher Samba est forfait
pour les matchs de juin

Le staff technique des Diables rouges a reçu une bien mauvaise nouvelle ce lundi.

Un courrier envoyé par le club londonien des Queens Park Rangers a en effet signifié à la Fédération congolaise de football que Christopher Samba, souffrant du genou, serait indisponible jusqu'à la mi-juin. Et de fait, le joueur est contraint de déclarer forfait pour les matchs cruciaux face au Gabon et au Burkina. Il ne sera pas remplacé par le sélectionneur, Kamel Djabour

La fin de saison de Christopher Samba est décidément bien compliquée. Depuis la relégation de son club, Queens Park Rangers, condamné depuis son revers à Stoke City le 20 avril, le défenseur central des Diables rouges est écarté des terrains en raison d'une blessure au genou. Il a ainsi manqué les quatre dernières journées de championnat, mais il était censé, jusqu'à ce jour, rejoindre la sélection pour les matchs de juin. Mais à deux jours du départ des internationaux de la diaspora, qui



Christopher Samba, ici face à l'Angola sous les yeux de Ndinga, est forfait pour les rencontres face au Gabon et au Burkina

quitteront Paris mercredi soir, un courrier envoyé par les Queens Park Rangers a signifié au staff congolais et à la Fécofoot que le géant était forfait. Il semblerait qu'il était déjà touché lors des dernières rencontres de Premier League et qu'il doit rester au repos forcé jusqu'à mi-juin. Dom-

mage que le club londonien ait prévenu les instances congolaises aussi tardivement. Malgré l'importance technique et psychologique du natif de Créteil au sein du groupe, gageons que ses coéquipiers sauront obtenir les résultats nécessaires.

Camille Delourme

FÉDÉRATIONS SPORTIVES

Changement pour la boxe, continuité pour le tennis de table

Patrice Libali a été élu, le 25 mai, à la tête de la Fédération congolaise de boxe (Fécoboxe), malgré la non-considération de ce scrutin par le président sortant, Marie-Magloire Dambédzet. De son côté, Henri Djombo a été réélu à la tête de la Fédération de tennis de table.

L'olympiade 2013-2016 qui s'ouvre, à en croire Patrice Libali, est pour les boxeurs un rendez-vous de la formation et des résultats par objectif. « *Les athlètes talentueux, découragés par le manque de compétitions pendant les olympiades passées, a-t-il rassuré, trouveront leur compte. Puisqu'en dehors des stages de formation sur divers aspects techniques, les championnats départementaux et nationaux seront organisés selon les catégories des cadets, juniors et seniors* », a poursuivi Patrice Libali.

La vulgarisation de la boxe en milieu scolaire, en intéressant davantage les filles à la pratique de ce sport de combat, est également prévue dans l'agenda du président élu. « *Nous devons redonner à la boxe ses lettres de noblesse en mettant un accent particulier sur la valorisation de la version féminine* », a déclaré Patrice Libali avant de souligner que les partenariats seront noués avec les fédéra-

tions des autres pays, notamment les plus avancés dans la pratique de cette discipline, pour permettre aux athlètes congolais de tirer profit de ces expériences.

Pour parvenir à la réalisation de ce programme d'activités, Patrice Libali travaillera de concert avec un bureau de quinze membres. Richard Mouambouma assumera les fonctions de premier vice-président. Il est respec-



Patrice Libali

tivement secondé par Pépin Bounougoula, Cool Okoko et Bruno Ngouabi. Le secrétariat général sera animé par Michel Mberi et Landry Kouad. Édouard Taboke et Meny Moussavou se chargeront de la trésorerie. Marcel Diong, Régis Bokilo et Roger Ngambia Sialanga sont membres. Ce dernier, rappelons-le, était candidat au poste de président avant de se désis-

ter en faveur de Patrice Libali. Le commissariat aux comptes, quant à lui, sera dirigé par Guy Tsongo, en compagnie de Kuka Marc et de Mpélé Mpika.

Patrice Libali, qui dirigera la Fécoboxe, fut président d'honneur de l'Inter club. C'est d'ailleurs ce titre qui a posé problème en début d'assemblée générale électorale. Car la candidature de Patrice Libali avait été invalidée par le Secrétariat national des élections suite à une mauvaise appréciation. La Coordination des élections a confirmé sa candidature de commun accord avec tous les candidats à la présidence de la Fécoboxe, selon Pépin Bounougoula, membre de cette instance. Le président sortant, Marie Magloire Dambédzet, candidat à sa propre succession, ne l'entendait pas de cette oreille, préférant quitter la salle avant le début des travaux.

Henri Djombo promet plus de médailles aux prochains Jeux africains

Le président réélu de la Fédération congolaise de tennis de table a promis de multiplier les stratégies pour élever la discipline afin de lui permettre de remporter plus de médailles lors des prochains rendez-vous, dont les Jeux africains de Brazzaville 2015.

Le vent du changement qui a soufflé sur les fédérations d'athlétisme, de karaté, de boxe, de cyclisme et de taekwondo, n'a en revanche pas touché le tennis de table. En effet, le 26 mai, dans la salle de conférence du Centre national de formation de foot-

ball, Henri Djombo a été réélu pour un nouveau mandat de quatre ans avec autant de défis complexes à relever. Le premier défi à relever est celui de l'organisation, du 2 au 5 juillet à Oyo, dans le département de la Cuvette, des championnats d'Afrique seniors simples et de la Coupe d'Afrique des clubs champions. La compétition a été délocalisée, d'autant plus que Brazzaville ne dispose plus de gymnases. Henri Djombo s'est engagé à tout faire pour que le tennis de table fasse

bonne figure dans les compétitions de haut niveau. Il ambitionne, pour atteindre cet objectif, d'élargir la base du tennis de table, par la création de ligues et de sous-ligues, ainsi que de clubs dans tous les départements. « *Nous devons tout faire pour améliorer le niveau de l'encadrement. Les clubs doivent être dotés d'un encadrement approprié pour préparer les jeunes à l'élévation. Le tennis de table s'est donné pour objectif de remporter plus de médailles pour honorer le pays* », a indiqué Henri Djombo, dont l'autre combat consiste à faire en sorte que le pays se dote de plusieurs salles de pratique du tennis de table. « *Le tennis de table ne peut pas se jouer en plein air. Il doit se jouer dans des salles appropriées, bénéficiant de conditions adéquates. C'est par les*



Henri Djombo

infrastructures qu'on développe le sport. Il faut plusieurs salles », a-t-il commenté. Henri Djombo sera aidé dans l'exercice de ses fonctions par deux vice-présidents, notamment Jean-Marie Okouna et Basile Kou-bango.

Les postes de troisième et quatrième vice-présidence restent à pourvoir. Le secrétariat général est géré par Jean Nganga. Mme Bouendé, née Nicole Bongo, est la trésorière générale, avec pour adjointe Aimée Guillaumette Koutoupot. À ce jour, toutes les fédérations sportives nationales ont été renouvelées, mise à part le football et celle du sport de boules dont l'assemblée est prévue dans de brefs délais.

**James Golden Éloué
et Rominique Nerplat Makaya**

FOOTBALL

Saint Michel de Ouenzé remporte la coupe des 50 ans de l'UA

L'équipe du 5e arrondissement s'est imposée 4-2 devant Cara lors de la séance des tirs au but, remportant la coupe mise en jeu par le gouvernement de la République dans le cadre du cinquantenaire de l'institution panafricaine.

La rencontre qui s'inscrivait dans le cadre de la 12^e journée du championnat national d'Élite 1 a clôturé le 25 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat, les festivités marquant les 50 ans de la création de l'Union africaine. Une affiche à première vue intéressante car elle mettait aux prises les deux équipes qui ne se distançaient que d'un point au classement provisoire. Ce match aura tenu toutes ses promesses puisqu'au terme du temps réglementaire, les deux équipes se sont partagées les points après un score de parité d'un but partout. Parfait Danga ouvrait le score avant la mi-temps pour le compte des aiglons qui auront sans nul doute quelques regrets à nourrir faute d'avoir su profiter de leur supériorité numérique pour l'emporter.



Les joueurs de Saint-Michel de Ouenzé après leur victoire

Les occasions n'ont d'ailleurs pas manqué pour cette équipe. Ngoma Mbo Christ serait peut être celui qui a refusé la victoire à ses siens. Bien servi à l'entrée de la surface de réparation de Saint-Michel de Ouenzé (SMO), il éliminait d'une touche le gardien avant de placer miraculeusement le ballon hors de la cage gardée par Endzoua. C'est sur une occasion pareille que Cara a payée cash d'autant plus que dans les minutes qui suivaient, Roméo Ayessa remettait les deux équipes à égalité

avant que ses coéquipiers ne se montrent plus adroits lors des séances des tirs au but. Au total, quatre essais transformés sur deux. Retenons que c'est Firmin Ayessa, ministre d'État, directeur de cabinet du président de la République qui a remis le trophée à Roméo Ayessa, le capitaine de SMO devant les membres du gouvernement.

AC Léopards creuse l'écart

Le leader qui disputait son tout premier match à Brazzaville s'en est bien sorti.

L'Athlétic club Léopards a imposé le même jour une défaite de 2-1 à la Jeunesse sportive de Talangai (JST). Rudy Guelord Bhebey Ndey a profité de cette rencontre pour inscrire à la 37^e minute son douzième but de la compétition. Il a été imité par Yannick Tusilu Bazola qui doublait la mise à la 47^e minute. La JST qui ne lâchait rien a réduit à la 49^e minute par l'entremise d'Asiya Lopembé. Conséquence, la JST est restée bloquée à dix sept points. Les Fauves du Niari creusent à 27 points l'écart qui les séparait avec son dauphin le FC Kondzo qui, elle, n'a pas pu faire mieux qu'en concédant un match nul d'un but partout face à Tongo football club. En transformant à la 30^e minute un penalty Christ Bakaki répondait à Christian Ngimbi qui avait également marqué sur cet exercice. Le FC Kondzo est désormais à trois points de retard par rapport à l'AC Léopards.

Diabes noirs remonte progressivement la pente

Après des débuts de saison difficiles, les Diablotins ont retrouvé la joie de jouer. Le

26 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat, ils se sont imposés 3-1 devant la formation ponténégrine de Munisport. Kangou ouvrait le score pour les Diablotins avant qu'Obassi ne double la mise. Arnel Mizelley réduisait le score juste après la reprise mais pas suffisant pour battre une équipe des Diabes noirs en pleine confiance. Cette formation s'en sort bien suite à un auto goal inscrit par un défenseur de Munisport en toute fin de rencontre. L'équipe des Diabes noirs compte désormais 18 points avec deux matches de retard. Elle pourrait figurer dans le trio de tête si elle les exploite à bon escient. Le premier match de l'Étoile du Congo sous la bannière de Lylian Ndengué contre l'Association sportive Ponténégrine s'est soldé sur un score de parité de 0-0 qui certifie que la tâche ne sera pas du tout facile pour le nouveau dirigeant. L'obligation de renforcer l'ossature s'impose à lui. L'Interclub intègre également la liste des équipes qui font du surplace après s'être inclinée, le 24 mai 0-1, devant le FC Bilombé.

J.G.É.